



## Arrêt

**n° 276 502 du 25 août 2022**  
**dans les affaires X / X**

**En cause : X**

**ayant élu domicile :     au cabinet de Maître F. NIZEYIMANA**  
**Rue Le Lorrain 110**  
**1080 BRUXELLES**

**contre :**

**le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides**

---

### **LE PRÉSIDENT F.F. DE LA VE CHAMBRE,**

Vu la requête introduite le 08 août 2022 par X, qui déclare être de nationalité libyenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 juillet 2022.

Vu la requête introduite le 08 août 2022 par X, qui déclare être de nationalité libyenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 juillet 2022.

Vu la requête introduite le 08 août 2022 par X, qui déclare être de nationalité libyenne, contre la décision du Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides, prise le 28 juillet 2022.

Vu les articles 51/4 et 39/77 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers.

Vu les dossiers administratifs.

Vu les ordonnances du 12 août 2022 convoquant les parties à l'audience du 22 août 2022.

Entendu, en son rapport, M. de HEMRICOURT de GRUNNE, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, les parties requérantes assistées par Me F. NIZEYIMANA, avocat, et N.J. VALDES, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.)

### **APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :**

#### **1. La jonction des affaires**

Les requérants, qui font partie de la même famille, font état de craintes de persécution et de risques d'atteintes graves fondées sur des faits identiques. Il est de l'intérêt d'une bonne administration de la justice, de joindre ces recours en raison de leur connexité.

#### **2. Les actes attaqués**

2.1 Le premier recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise le 28 juillet 2022 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé « le Commissaire général ») à l'encontre de Monsieur B. Z. B. E., ci-après dénommé « le premier requérant ». Cette décision est motivée comme suit :

*« A. Faits invoqués*

*Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité libyenne, né à Tripoli, d'origine ethnique arabe, de confession musulmane et sans activité politique.*

*Vous déclarez également que vos problèmes remontent à 2018 lorsque votre père, partisan de l'armée de Haftar, commence à aider des membres de l'armée en retirant de l'argent pour eux aux bureaux de poste pour les distribuer à leurs familles. En contexte de conflit entre les différentes milices de Tripoli et l'armée de Haftar, votre père aidait ses amis de l'armée discrètement de manière à ce que son aide ne soit pas connue de tous.*

*En 2019, vers le mois de mai, la guerre éclate et vous êtes chassé de votre habitation, située sur la route de l'aéroport à Tripoli, par les milices qui la réquisitionnent pour en faire une base. Vous fuyez ainsi vers Yafren, où votre cousin [Tq.] possède une seconde maison qu'il vous laisse.*

*Vous vivez ainsi à Yafren, mais apprenez que plus tard, entre 2019 et 2020, que votre habitation de Tripoli, déjà détruite par les bombardements, est en plus incendiée par une milice inconnue, signe absolu que votre père était un partisan de l'armée.*

*De fait, vous prenez vos précautions, vous et votre père n'osez plus vous déplacer en Libye de peur que vous soyez arrêtés par une milice et exécutés en tant que partisans de l'armée de Haftar.*

*En 2021 toutefois, alors que vous vivez à Yafren, vous apprenez un jour que votre grand-mère maternelle, habitant Tripoli, est malade et que vous devez lui rendre visite. Vous prenez ainsi la route avec votre mère à bord de votre voiture et allez à Tripoli.*

*Vous y arrivez vers 8 heures du matin, et vers 8h45 vous décidez de prendre la voiture pour aller rendre visite à vos oncles maternels, qui tiennent un magasin de vitre à 20 minutes de là dans le quartier Alfallah.*

*En chemin vers chez vos oncles, vous êtes surpris par deux voitures qui vous bloquent le passage, l'une s'arrêtant devant vous, l'autre derrière. En sortent des hommes en tenue militaire et cagoulés qui vous pointent à l'aide de leur arme automatique. Ils ouvrent votre portière, vous demandent de sortir du véhicule, vous cagoulent et vous attachent les mains à l'aide de colsons et vous embarquent dans leur voiture.*

*Vous êtes ainsi kidnappé et emmené dans un lieu inconnu, au sein d'une pièce qui ne laisse entrer aucune lumière. Vous êtes détenu dans cet endroit durant 20 jours où vous êtes souvent battu à chaque fois que vous demandez à vos geôliers les raisons de votre enlèvement. D'ailleurs, vous déclarez également que par pur sadisme et ennui, alors que vous dormiez, vos geôliers ont placé une éponge entre vos orteils pour y mettre le feu, vous brûlant ainsi.*

*Vous êtes libéré à l'issue de ces 20 jours et apprenez que vous avez fait l'objet d'un suivi de la part de la milice de Imad Trabloussi car votre père, vendeur de voiture est renommé pour son argent, et qu'une somme de 100 000 dinars libyens a été demandée comme rançon pour votre libération, et payée par votre père.*

*Suite à votre libération, vous êtes emmené à l'hôpital pour être soigné de vos ecchymoses et brûlure, et rentrez ensuite à Yafren pour vous remettre de vos blessures.*

*Toutefois, dans les jours suivants, votre père se rend au commissariat pour porter plainte, espérant ainsi récupérer son argent. Suite à la plainte, les milices de Imad Al Trabloussi apprennent l'identité de votre père ainsi que le fait qu'il est un partisan de Haftar, ayant aidé des membres de l'armée. Ils se mettent ainsi à lui téléphoner pour le menacer, disant que sa vie est désormais en danger et que si ils avaient eu cette information durant votre séquestration, vous auriez été exécuté.*

*Pris de peur, votre père décide de vous emmener, vous, votre mère et lui-même hors du pays.*

*Vous quittez la Libye le 15.08.21 vers la Tunisie et y vivez jusqu'au 03.06.22, la Tunisie refusant de vous octroyer une protection.*

*Vous prenez ainsi l'avion vers la Belgique et, dans l'avion, détruisez vos passeports.*

*Vous introduisez une Demande de Protection Internationale le jour même à l'aéroport de Zaventem avec votre père [Z. B. A.][...] et votre mère [...].*

*A l'appui de votre DPI votre père présente les documents suivants, qui vous concernent directement.*

*Un certificat médical qui atteste de la présence d'une brûlure à votre pied, un rapport psychologique vous concernant, une plainte à la police déposée par votre père le 20.07.21 en raison de votre kidnapping et un relevé de notes scolaire vous concernant.*

*D'autres documents sont également déposés par votre père, tel que deux rapports de destruction de votre maison, l'un daté du 08.10.14, l'autre du 22.05.22, registres civils d'autorité pour chacun des membres de votre famille, attestation de propriété de votre maison au nom de votre père, certificat de mariage de vos parents, visa et attestation d'étudiant de votre frère [Bt.] en Inde et une série de photos de votre maison endommagée et incendiée.*

#### **B. Motivation**

*Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.*

*Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise en ce qui vous concerne, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.*

*Compte tenu de ce qui précède, le Commissariat général estime que votre demande de protection internationale peut être traitée et examinée en application de l'article 57/6/1, § 1er pour la procédure accélérée et de l'article 57/6/4, alinéa 1er pour la procédure à la frontière de la Loi sur les étrangers.*

*La circonstance qu'il est probable que, de mauvaise foi, vous avez procédé à la destruction d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir votre identité ou votre nationalité a justifié qu'une procédure accélérée a été appliquée au traitement de votre demande.*

*L'examen attentif de votre demande a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugiés sont rencontrées, qu'il existerait dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.*

*L'analyse attentive de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif empêche de tenir les problèmes que vous alléguiez pour établis. Vous déclarez en effet craindre les milices libyennes pour deux raisons, la première raison - et principale dans votre cas - étant le kidnapping dont vous avez été le sujet en juin 2021 par la milice de Imad Al Trabloussi. Dans un second temps, vous craignez également ces milices en raison de l'accusation qui existe à l'encontre de votre père concernant le fait que ce dernier est un partisan de l'armée de Haftar, votre maison à Tripoli ayant d'ailleurs été incendiée pour cette raison. Il existe toutefois, et pour ces deux craintes, plusieurs incohérences qui contredisent votre version des faits.*

***A titre principal, il existe certaines invraisemblances qui remettent en doute la crédibilité de votre kidnapping par la milice d'Imad Altrabloussi.***

*En premier lieu, le CGRA constate après analyse de votre entretien ainsi que celui de votre père, une contradiction absolument majeure en ce qui concerne le contexte qui entoure votre kidnapping. En effet, à la question de savoir pourquoi vous avez été kidnappé par la milice alors que vous veniez d'arriver à*

*Tripoli après 2 ans d'absence, vous répondez qu'ils vous connaissent vous et votre famille, qu'ils savaient que votre père est un commerçant de voiture et que, de fait, il possède une certaine richesse dont ils ont voulu profiter. Vous ajoutez également que si vous ne savez pas exactement comment ils ont fait pour vous retrouver aussi rapidement à Tripoli, vous soupçonnez le fait d'avoir dû présenter votre carte d'identité aux barrages entre Yafren et Tripoli d'avoir joué un rôle là-dedans (CGRA, p18-19).*

*Vous présentez ainsi un profil familial très visible aux yeux des milices en raison du statut socio-économique de votre famille.*

*Toutefois, il ressort que pour cette même question, votre père livre une réponse et version totalement différente de la vôtre.*

*Effectivement, à la question de savoir pourquoi vous avez été kidnappé par la milice en arrivant à Tripoli, votre père répond qu'il n'y a aucun lien avec lui, que les miliciens ont dû vous remarquer à bord d'une belle voiture et que le fait qu'il soit votre fils était un pur hasard (CGRA [Z. B. M. A.]18.07.22, p12-13). Dès lors, la visibilité familiale qui a entraîné votre enlèvement disparaît totalement.*

*Il existe dès lors une contradiction absolument majeure et inexpliquée concernant les raisons mêmes qui auraient poussé la milice d'Imad Al Trabloussi à vous kidnapper. Le fait que vous et votre père ne livriez pas la même explication relativement à un incident qui vous a induit une crainte pour vous deux est fort problématique dans la bonne compréhension des problèmes que vous auriez en cas de retour en Libye.*

*Ensuite, toujours concernant le kidnapping, il ressort de vos déclarations que la description que vous faites de ces 20 jours est d'une pauvreté telle qu'elle ne laisse aucunement transparaître un sentiment de vécu.*

*En effet, invité à décrire votre détention durant ces 20 jours vous vous contentez de dire que vous dormiez, vous asseyiez, pleuriez et que vous étiez battu à chaque fois que vous demandiez des informations à vos geôliers (CGRA, p15). Invité à décrire les lieux où vous étiez détenu, vous vous contentez de dire que c'était une pièce noire, sombre et que vous n'aperceviez la lumière uniquement lorsque l'on ouvrait la porte pour vous emmener aux toilettes. D'ailleurs lorsqu'il vous est demandé ce que vous voyiez donc lorsque vous sortiez de la pièce pour aller au WC, vous êtes fort concis en répondant que vous ne voyiez rien car même la fenêtre était en métal (CGRA, p15). Invité également à décrire les geôliers qui vous ont maintenu, vous vous contentez de répondre qu'ils étaient constamment cagoulés et habillés en tenue militaire, sans apporter de plus amples précisions (CGRA, p14, p16).*

*Lorsqu'il vous est également demandé de décrire dans quel type de pièce vous étiez enfermé, vous ne donnez aucune indication avant que le CGRA ne vous demande si il s'agit d'une cellule ou d'une pièce « classique ». Suite à cette question, vous répondez que vous pensez avoir été placé dans une pièce normale d'une maison abandonnée (sans préciser quelle pièce en particulier). Lorsqu'il vous est ensuite demandé ce qui vous fait penser que vous étiez au sein d'une maison abandonnée, vous vous contentez à nouveau de livrer des informations vagues et générales totalement dénuées d'élément concret : vous répondez qu'il n'y avait « Pas de bruit, pas de son, pas d'écho ou de retour de réponse » (CGRA, p14). Outre le manque de spontanéité que vous affichez, ces informations ne permettent bien entendu pas du tout d'explicitier les raisons pour lesquelles vous pensez que vous étiez détenu dans une maison abandonnée.*

*Enfin, vous déclarez avoir été frappé intensément au cours de votre détention par vos geôliers à chaque fois que vous leur demandiez des informations relatives à votre enlèvement. Par violences, vous décrivez des coups de pied, poings et brûlures (CGRA, p16). Vous déclarez d'ailleurs que à ce titre que suite à votre libération, vous avez directement été emmené à l'hôpital Fardoz en raison des ecchymoses, de l'infection de votre brûlure et infection des voies urinaires (CGRA, p17).*

*Invité à présenter notamment le document médical de l'hôpital Fardoz concernant ces blessures, vous déclarez ne plus l'avoir. Interrogé avec insistance sur la localisation actuelle de ces documents, vous déclarez ne pas savoir car il s'agit de votre père qui gère la documentation de votre procédure (CGRA, ibidem).*

*Si vous présentez néanmoins un document médical belge pour appuyer vos dires, le CGRA apporte les constatations suivantes : le document en question ne fait que rapporter la présence d'une cicatrice de 2cm entre les orteils 1-2 du pied droit, que vous invoquez une dysurie (difficulté d'uriner) qui n'est pas*

confirmée, que vous avez été torturé et frappé lors d'un interrogatoire (sans explication) et que vous avez besoin d'un suivie psychologique en raison de votre traumatisme et cauchemars.

En somme, le CGRA constate que la seule lésion objective constatée médicalement est celle présente sur votre pied droit, qui n'est aucunement circonstanciée.

L'absence de votre document médical libyen, votre inaptitude à donner la moindre indication quant à sa localisation couplées à la pauvreté des informations présentes sur votre document médical belge ne permet aucunement de faire un lien entre votre cicatrice et les maltraitances dont vous auriez fait l'objet au cours de votre enlèvement. En effet, rien n'indique que cette cicatrice soit le vestige des tortures occasionnées par vos geôliers.

Enfin, si vous déclarez être encore traumatisé de cet expérience, qui implique notamment pour vous une crainte réelle et concrète à l'encontre des milices libyennes et celle d'Imad Al Trabloussi en particulier, le CGRA constate toutefois dans votre chef un comportement qui affiche une passivité et un désintérêt flagrants. En effet, invité à donner des nouvelles concernant l'évolution de vos problèmes depuis votre départ du pays en 2021, sachant en plus que vous êtes toujours en contact avec votre famille au pays, vous répondez que vous ne parlez pas des problèmes et que vous ne voulez pas chercher à en savoir plus (CGRA, p8).

D'ailleurs, toujours à ce titre, lorsqu'il vous est demandé de présenter des documents pour appuyer vos craintes en cas de retour en Libye, vous déclarez ne pas très bien les connaître car ils sont en possession de votre père, qui les présente d'ailleurs au cours de son entretien personnel. Invité toutefois à parler de ces documents et de les expliciter en attendant de les recevoir des mains de votre père – votre entretien se déroulant avant celui de votre père - vous répondez laconiquement qu'il s'agit des documents de tribunaux concernant votre kidnapping, concernant la destruction de votre maison ainsi que des photos de ladite maison, **mais que vous n'avez pas cherché à savoir.** (CGRA, p9).

Ce désintérêt que vous affichez de manière manifeste et répétée est une attitude absolument incompatible avec celle d'un demandeur de protection internationale, et dessert totalement la crédibilité des craintes que vous invoquez à l'encontre de votre personne en cas de retour.

**Pour toutes ces raisons développées ci-dessus, les incohérences présentes dans votre discours peinent à emporter la conviction du CGRA concernant la crédibilité de votre enlèvement et de votre séquestration, ainsi que des risques que vous auriez à ce sujet en cas de retour au pays.**

**De manière subsidiaire à votre enlèvement, vous invoquez également comme circonstance aggravante l'accusation pesant sur votre père de la part des milices, d'être un partisan de l'armée de Haftar en raison du fait qu'il ait aidé en 2018 certains amis à lui, membres de l'armée, à apporter de l'agent à leur famille. A nouveau, le CGRA constate à la lueur de vos déclarations de nombreuses incohérences et contradictions qui remettent en doute la crédibilité de ces craintes.**

En premier lieu, le CGRA constate que cette crainte n'apparaît aucunement au cours de vos déclarations à l'Office des Etrangers, ni celles de vos parents. En effet, au sein de votre Questionnaire CGRA, si vous faites état de votre kidnapping (non avéré), des maltraitances subies ce durant, et des menaces que vous auriez subies par la suite, il n'est **jamais** fait mention d'une quelconque accusation de collusion entre votre père et des membres de l'armée de Haftar.

Confronté à ce fait au cours de votre entretien personnel, vous répondez qu'à l'OE il vous a été demandé de ne pas vous épancher sur les détails et de ne parler que des problèmes que vous avez personnellement rencontrés (CGRA, p21). Cette explication est toutefois bien entendu insuffisante pour deux raisons évidentes, la première étant que vous êtes directement concerné par ce problème étant donné que vous déclarez de manière explicite que si Imad Al Trabloussi avait eu vent de cette collusion durant la période où vous étiez en leur possession, vous auriez été exécuté sur le champs (CGRA, p18). Ensuite, au début de votre entretien personnel, à la question de savoir si votre entretien à l'OE s'est bien passé et si vous aviez des remarques, vous répondez que cela s'est bien passé, que vous avez donné **toutes les raisons de votre départ** sans les approfondir (CGRA, p2).

Il n'apparaît ainsi aux yeux du Commissaire général, aucune raison valable ni logique qui expliquerait la contradiction constatée en cours d'entretien, ce qui déforce ainsi fortement la crédibilité de vos craintes en cas de retour.

*D'autres incohérences ternissent de plus la vraisemblance de votre version des faits. En effet vous déclarez qu'en mai 2019 vous devez fuir votre maison à Tripoli en raison de la guerre ambiante, pour vous réfugier à Yafren où vous habitez jusqu'à votre kidnapping (non avéré). Vous déclarez que durant la guerre, votre maison est détruite au cours de bombardements causés par la guerre mais qu'elle est également incendiée par des milices par la suite, et ce de manière personnelle car les incendies de maisons sont la preuve d'une accusation de collusion entre son propriétaire et l'armée (CGRA, p12).*

*Lorsqu'il vous est demandé plus d'informations sur cet incendie, vous n'en donnez aucune concrète : vous vous contentez de dire qu'en mai 2019 vous quittez votre maison et qu'en 2020 vous vous rendez compte qu'elle a été incendiée, sans dire toutefois quand précisément, ou par qui. Si vous (et votre père) assurez que cet incendie est un signe manifeste et absolu de l'accusation de collusion, il ne ressort de vos déclarations que ce n'est qu'en fait qu'une simple et pure supposition de votre part, qu'il n'existe absolument **aucune** raison de croire que vous avez effectivement été accusé d'une telle collusion.*

*De plus, cette supposition est d'ailleurs contredite par un document que votre père remet personnellement.*

*En effet, votre père remet un document du Ministère des Affaires Intérieures daté du 22.05.22 qui atteste que votre père s'est rendu au commissariat de Police à Abu Salim le 30.06.20 pour déclarer que sa maison a été « endommagée, détruite et **incendiée au cours de combats prenant place dans le sud de Tripoli** ». Il ressort ainsi clairement que l'incendie de votre maison, que votre père et vous invoquez à la base de votre accusation de collusion avec l'armée, n'est en fait qu'une conséquence des combats se déroulant entre les milices de Tripoli et l'armée.*

***Votre version des faits, selon laquelle cet incendie a été causé par les milices et ce de manière personnelle et visée à votre rencontre, n'est ainsi même plus supposée mais complètement contredite par le document en question.***

*De même, votre attitude vis-à-vis de ces menaces ainsi que votre comportement continuent de décrédibiliser votre crainte des milices en raison de cette accusation de collusion.*

*Interrogé sur la raison pour laquelle votre famille et vous n'êtes aucunement ennuyé par les milices en 2 ans de présence à Yefren, pendant une période durant laquelle vous soutenez que les milices savaient pour la collusion de votre père avec l'armée – étant donné que votre maison aurait été incendiée par elles – vous soutenez que les milices présentes à Yafren n'étaient pas au courant de cette affaire, et qu'il s'agit d'un problème qui touche Tripoli (CGRA, p19).*

*Cette réponse ne convainc toutefois pas le Commissaire général, en effet il ressort de vos déclarations précédentes que parmi les milices qui contrôlent Tripoli et Yafren, l'on retrouve notamment Imad Al Trabloussi (la même milice qui vous a d'ailleurs kidnappé ; CGRA, p4, p12). Ainsi, confronté au fait que la Milices d'Imad contre Tripoli et Yafren, et qu'ils étaient ainsi forcément au courant de la collusion de votre père avec l'armée, il vous est à nouveau demandé pourquoi, en 2 ans, ils ne vous ont jamais posé de problèmes particuliers alors que votre maison de Tripoli a été incendiée entre temps. Face à cela, vous modifiez vos déclarations initiales et affirmez que si Imad est présent à Yafren, cette dernière n'est pas sous leur coupe et qu'il existe différentes milices (CGRA, p19).*

*De plus, votre attitude face à ces menaces qui pesaient sur vous sont invraisemblables. En effet, vous déclarez qu'en 2021, alors que vous rejoignez Tripoli pour rendre visite à votre grand-mère malade, vous prenez la voiture pour rejoindre le quartier Alfallah où se trouve le magasin de votre oncle, à 20 minutes de chez vos grands parents.*

*Confronté au fait que vous êtes menacé par les milices de Tripoli depuis au moins 2020 (vous ne savez pas la date exacte) en raison de l'incendie de votre maison, il vous est demandé pourquoi vous prenez le risque de conduire seul en plein Tripoli. A cette question, vous répondez qu'il n'y a pas une grande distance entre vos grands-parents et vos oncles et que vous aviez l'habitude de leur rendre visite le matin car il n'y a personne sur les routes (CGRA, p13).*

*A nouveau, vos explications ne souffrent d'aucune logique ni de vraisemblance, il est n'est aucunement crédible que vous vous permettiez de vous promener seul en voiture en plein Tripoli, alors que vous avez*

sur votre famille une accusation de collusion avec l'armée de la part des milices de Tripoli même. L'attitude désinvolte que vous affichez dans ce contexte est ainsi incompatible avec les craintes que vous invoquez.

De même, une autre incohérence majeure s'immisce dans votre récit. Vous déclarez en effet que la milice d'Imad, qui vous a kidnappée, n'était pas au courant de l'accusation qui pesait sur votre famille durant la période où vous étiez séquestré chez eux, et qu'ils ne l'ont appris qu'après votre libération. A la question de savoir pourquoi cette milice, qui est pourtant fortement présente tant à Tripoli qu'à Yafren, n'a vent de cette accusation **qu'après** votre libération, vous répondez qu'elles ont informé votre père, via des menaces téléphoniques, qu'ils ont mené une enquête approfondie après votre libération et que c'est ainsi qu'ils ont appris qu'il avait aidé des gens de l'armée de Haftar en 2018 (CGRA, p20).

Vous ne donnez en somme aucune indication sur les enquêtes qu'ils auraient menées, ni aucune raison pour laquelle une milice aussi puissante que celle d'Imad n'a su être au courant de cela **pendant plus de deux ans** alors que vous déclarez vous-même que l'incendie de votre maison est la preuve ultime de cette accusation.

**En somme, il existe une myriade d'incohérences qui, agencée les unes avec les autres, finissent totalement d'anéantir la crédibilité de la crainte que vous auriez en raison d'une supposée accusation de collusion avec l'armée.**

Concernant les documents que votre père dépose et qui n'ont pas encore été analysés au court de la présente décision :

Votre certificat psychologique fait état des traumatismes et difficultés (notamment cauchemars) que vous avez actuellement en raison de votre vécu en Libye. Le CGRA constate à la lecture de ce rapport qu'il n'est pas circonstanciée et ne se base que sur le récit que vous faites de vos craintes, qui n'ont-elles-mêmes pas emporté la conviction du CGRA pour toutes les raisons argumentées supra. Ce rapport n'apporte aucune précision supplémentaire à même d'altérer la présente décision.

Relativement au document de déclaration de kidnapping rédigé par la Police, le CGRA constate à sa lecture qu'il ne s'agit que d'une déposition de votre part au sein de la Police, qu'il n'est nullement mentionné que la Police a effectivement mené une enquête menant à la constatation de votre enlèvement par la milice d'Imad Al Trabloussi.

Ce document ne fait ainsi que relater les mêmes informations que vous avez livrées au CGRA, déclarations qui ont été jugée comme non crédibles au vu des arguments développés supra.

Au surplus, le CGRA ajoute également que le site Transparency.org a classé en 2021 la Libye comme 172e pays (sur 180) le plus corrompu au monde. La présentation d'un tel document, couplée à l'incohérence générale de vos propos, fait ainsi l'objet de nombreux doutes de la part du CGRA, et ne permet nullement d'avérer la véracité des faits invoqués.

L'attestation de 2014 indique que votre maison a été endommagée, détruite et volée au cours de conflits faisant rage dans la région. Vous ne développez toutefois aucune crainte spécifique et particulière à l'encontre de cet incident.

Votre bulletin scolaire permet de confirmer votre origine ainsi que votre identité, chose que le CGRA ne remet nullement en question au cours de votre procédure. Il en va de même pour les documents d'enregistrement civil de votre famille, du certificat de mariage de vos parents ainsi que de l'attestation de propriété de votre père concernant la maison familiale de Tripoli.

Les photos de votre maison ne permettent nullement d'identifier les circonstances dans lesquelles elle a été endommagée.

Les documents de votre frère [Bt.] démontrent qu'il est effectivement étudiant en Inde. Cela n'implique toutefois aucune crainte personnelle à votre égard. Mentionnons d'ailleurs qu'au cours de l'entretien de votre père, ce dernier déclare n'avoir aucune crainte spécifique quant à l'attaque que [Bt.] a subie en Libye (CGRA [Z. B. A.]18.07.22, p17). L'analyse de ces documents n'altèrent ainsi pas non plus l'argumentation développée supra.

Outre la reconnaissance du statut de réfugié, le demandeur d'une protection internationale peut se voir octroyer par le CGRA un statut de protection en raison de la situation générale dans sa région d'origine. À cet égard, le CGRA insiste sur le fait que l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne vise à offrir une protection que dans la situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle due au conflit armé en cours dans le pays d'origine est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans le pays en question ou, le cas échéant, dans la région en question, y court du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article précité de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort d'une analyse détaillée des conditions de sécurité actuelles en Libye ( voir **Algemeen Ambtsbericht Libië** de septembre 2021, disponible sur <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2021/09/30/algemeen-ambtsbericht-libie-van-september-2021>; et le \*COI Focus Libië: Burgerslachtoffers 2021-2022\* du 29 mars 2022 qu'au cours du conflit armé en 2011 – qui a vu la destitution et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi – et durant la période qui a suivi, ce pays a connu une vacance de pouvoir. Dans ce contexte, plusieurs organisations armées et milices se sont affrontées afin de prendre le pouvoir et le contrôle sur de grandes parties du pays. Depuis la chute de Kadhafi, les gouvernements (ad interim) successifs ne sont pas parvenus à instaurer l'unité et la stabilité, ni à désarmer les nombreux groupes armés ou à les intégrer dans la structure sécuritaire de l'État.

Après les élections de juin 2014, le pays s'est divisé en deux camps qui se sont combattus. Ils revendiquaient chacun être le gouvernement libyen légitime. À Tripoli siégeait le Government of National Accord (GNA), soutenu par les Nations Unies et reconnu par la communauté internationale, dirigé par un conseil présidentiel (Presidential Council, PC) avec à sa tête le premier ministre, Fayez Mustafa al-Sarraj. À l'est se sont installés les partis libéraux qui avaient remporté les élections en juin 2014 et qui ont constitué la House of Representatives (HoR), présidée par Aguila Salah. Tant le GNA à l'ouest que les détenteurs du pouvoir à l'est étaient soutenus par un éventail de groupes armés. Le GNA a été appuyé militairement par plusieurs milices de Tripolitaine, tandis que la HoR était soutenue par les milices orientales, réunies (officiellement du moins) au sein de la Libyan National Army (LNA) commandée par le chef de guerre Khalifa Haftar. Les deux forces en présence ont chacune reçu de l'aide militaire, logistique et matérielle des puissances internationales : le GNA de la Turquie et du Qatar en particulier; la LNA plus spécialement des Émirats arabes unis (EAU), de l'Égypte et de la Russie.

En avril 2019, Khalifa Haftar et la Libyan National Army (LNA) ont lancé une offensive contre la capitale, Tripoli, et d'autres parties du nord-est de la Libye. Le processus de paix et de formation de l'État en Libye, qui se déroulait déjà très difficilement avant l'attaque de Haftar, s'est pratiquement retrouvé à l'arrêt. Le cessez-le-feu du 23 octobre 2020 a mis un terme à l'offensive contre Tripoli et aux violences liées au conflit entre la LNA et le GNA. Il a aussi permis une accélération du processus de paix et de formation de l'État en Libye après des années de violences. Les deux parties au conflit ont annoncé qu'elles se retireraient de la ligne de front et qu'elles démobilisaient les groupes armés. Les combattants étrangers ont dû quitter le pays avant le 23 janvier 2021. Après le cessez-le-feu, l'ouest et le sud-ouest de la Libye sont pour une bonne part tombés sous le contrôle du GNA. La LNA a pris le contrôle de l'est du pays, ainsi que de plusieurs parties du sud, tandis que les villes de Sirte et Jufra devenaient formellement une zone tampon au centre de la Libye.

En mars 2021 s'est constitué un gouvernement de transition, le Government of National Unity (GNU), qui se substituait au GNA et aux autorités de Tobrouk, à l'est, la HoR. Cette étape a vu l'unification officielle des deux camps libyens politiquement opposés. Dans les faits toutefois, le pouvoir militaire restait aussi divisé qu'auparavant et la LNA continuait d'agir indépendamment du GNU. Par ailleurs, une multitude de milices et d'organisations armées contrôlaient plusieurs parties du pays.

Cependant, l'on a observé une amélioration significative des conditions de sécurité en Libye. En effet, il ressort des données chiffrées de l'ACLED que 1.371 incidents liés à la sécurité se sont encore produits en Libye en 2020, faisant 1.557 victimes. Parmi elles, l'on comptait 318 civils. Entre janvier 2021 et fin septembre 2021, la Libye a connu 53 affrontements, qui ont fait 82 morts; 24 émeutes, qui ont fait un seul mort; 44 explosions et/ou cas de violences à distance (comme des attaques aériennes ou l'utilisation de drones), qui ont fait 54 morts; 145 manifestations au cours desquelles deux personnes sont décédées; et 44 cas de violences visant les civils, dans le cadre desquels 26 morts ont été recensés. En tout, ce sont 165 décès qui ont été enregistrés, en ce compris ceux de combattants. De janvier 2021 à février 2022, pour toute la Libye l'ACLED a recensé 30 incidents ayant fait 48 morts parmi les civils. La baisse notable



du nombre de combats et le recul manifeste du nombre de victimes depuis le troisième trimestre de 2020 indiquent que le cessez-le-feu en vigueur en Libye est raisonnablement respecté.

Toutefois, les conditions de sécurité actuelles en Libye sont toujours pour une grande part déterminées par l'absence d'autorité centrale forte et par la présence d'une grande diversité d'organisations armées locales. Bien que le conflit se soit apaisé entre les deux autorités en Libye, au cours de la période couverte par le rapport l'on a observé de plus en plus de frictions entre les groupes armés (locaux), dues à la disparition d'un ennemi commun et à la vacance de pouvoir qui s'éternise. Dans les grandes lignes, les rapports de force en Libye sont restés stables en 2021, même si des changements sont survenus parmi les détenteurs du pouvoir local.

En Tripolitaine, c'est officiellement le GNA qui exerçait l'autorité. En mars 2021, le GNU s'est emparé du pouvoir et a repris toutes les institutions qui formaient le GNA. Début 2021, le GNA avait créé une nouvelle force de sécurité (le *Stability Support Apparatus*), stationnée à Tripoli, composée d'une alliance de groupes armés de cette même ville et indépendante du ministère de l'Intérieur ou du ministère de la Défense. Cette force de sécurité, mise en place par le GNU afin de désamorcer les conflits entre les groupes armés en Tripolitaines, a tenté en 2021 de gagner davantage de contrôle sur les institutions publiques à Tripoli et dans les zones longeant la côte nord-ouest. Durant la période couverte par le rapport, la Tripolitaine a connu une hausse de la criminalité et des combats entre différentes milices. Les violences dans la région sont principalement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attaques visant des postes de contrôle, de violences ciblées contre des civils et d'une répression brutale des manifestations. Enfin, des affrontements opposent encore les organisations armées, parfois dans les quartiers résidentiels. Néanmoins, il n'est pratiquement fait état d'aucune victime civile.

La LNA exerce le contrôle sur l'est de la Libye et sur certaines parties du sud du pays. Dans la région de Cyrénaïque, à l'est, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu pendant la période couverte par le rapport, en raison surtout de la fermeté du contrôle qu'y exerce la LNA. Les violences dans la région sont essentiellement ciblées et consistent en des attaques aériennes, des conflits de nature clanique, des assassinats, des enlèvements, de la criminalité et une répression brutale des manifestations. En outre, il est question en Cyrénaïque d'une culture de la peur, suscitée par de nombreux groupes armés et bandes criminelles, relevant ou non de la LNA, dont un grand nombre de brigades et milices salafistes. Ces groupes armés et ces bandes se rendent coupables d'arrestations et de détentions arbitraires, d'enlèvements, de disparitions, de violences, voire parfois de meurtres. Ces violences visent surtout des (groupes de) personnes qui ont (publiquement) critiqué la LNA, Haftar ou le gouvernement oriental, ou que les groupes armés soupçonnent de relations avec l'opposition.

La sécurité des civils dans la région de Fezzan est principalement assurée par les structures sécuritaires locales, comme les milices claniques et de voisinage. Durant la période couverte par le rapport, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu dans la région. Les violences dans la région de Fezzan sont essentiellement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attentats (suicide) commis par l'EI, d'attaques de postes de contrôle et de conflits entre organisations armées.

D'autre part, il ressort des informations disponibles que le transport aérien civil, tant intérieur qu'à destination de l'étranger, s'est de nouveau accru durant la période couverte par le rapport. Les vols sont actuellement possibles par les aéroports de Tripoli Mitiga, de Benghazi et de Misrata. Les vols intérieurs ont repris depuis les aéroports de l'est, de l'ouest et du sud (Sabha) de la Libye. D'autre part, aucun nouveau déplacement massif n'a été signalé depuis juin 2020 et, en 2021, les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont continué de rentrer dans leur région d'origine (voir DTM Libya, DP and Returnee Report 39 (octobre-novembre 2021), disponible sur [https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM\\_R39\\_IDP\\_Returnee\\_Report.pdf](https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM_R39_IDP_Returnee_Report.pdf); et le COI Focus Libié: BURGERSLACHTOFFERS 2021-2022 du 29 mars 2022, p. 8). La baisse du nombre de déplacés internes et, parallèlement, la hausse des personnes qui rentrent chez elles indiquent que les conditions de sécurité en Libye se sont améliorées depuis 2020.

Le Commissaire général reconnaît que les conditions de sécurité en Libye présentent un caractère complexe, problématique et grave. Il reconnaît également que, eu égard à la situation individuelle et au contexte dans lequel évolue personnellement le demandeur de protection internationale, elles peuvent donner lieu à l'octroi d'un statut de protection internationale. Si un demandeur originaire de Libye a besoin d'une protection en raison de son profil spécifique, elle lui sera donc accordée. Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse détaillée des informations disponibles, il convient cependant de conclure que, si des incidents se produisent avec une certaine régularité en Libye, l'on ne

*peut évoquer une situation d'« open combats », ou de combats intenses ou ininterrompus. Dans le cadre de la marge d'appréciation dont il dispose, après une analyse approfondie des informations disponibles et compte tenu des constatations qui précèdent, le commissaire général est arrivé à la conclusion que l'on n'observe pas actuellement en Libye de situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle qui caractérise ces affrontements est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire que votre seule présence sur place vous fait courir un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.*

*Cependant, vous n'avez pas apporté la preuve que vous seriez personnellement exposé, en raison d'éléments propres à votre situation personnelle, à un risque réel découlant de la violence aveugle en Libye. Le Commissariat général ne dispose pas non plus d'éléments indiquant qu'il existe des circonstances vous concernant personnellement qui vous feraient courir un risque accru d'être victime d'une violence aveugle.*

*Se pose donc la question de savoir si vous pouvez faire valoir des circonstances qui vous sont propres et qui augmentent dans votre chef la gravité de la menace découlant de la violence aveugle en Libye au point qu'il faille croire qu'en cas de retour dans ce pays vous courez un risque réel de subir une menace grave pour votre vie ou votre personne.*

### *C. Conclusion*

*Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »*

2.2 Le deuxième recours est dirigé contre une décision de refus du statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise le 28 juillet 2022 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé « le Commissaire général ») à l'encontre de Monsieur Z. B. A., ci-après dénommé « le deuxième requérant », qui est le père du premier requérant. Cette décision est motivée comme suit :

#### *« A. Faits invoqués*

*Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité libyenne, né à Yefren, d'origine ethnique amazigh, de confession musulmane et sans activité politique mais partisan de l'armée de Haftar.*

*Vous déclarez également que vos problèmes remontent à 2018 lorsqu'en tant que partisan de l'armée de Haftar, vous commencez à aider des amis à vous, membres de l'armée, en retirant de l'argent pour eux aux bureaux de poste pour les distribuer à leur famille. En contexte de conflit entre les différentes milices de Tripoli et l'armée de Haftar, vous aidiez vos amis de l'armée discrètement de manière à ce que votre aide ne soit pas connue de tous.*

*En 2019, vers le mois de mai, la guerre éclate et vous êtes chassés de votre habitation, située sur la route de l'aéroport à Tripoli, par les milices qui la réquisitionnent pour en faire une base. Vous fuyez ainsi vers Yafren, où votre cousin [Tq.] possède une seconde maison qu'il vous laisse.*

*Vous vivez ainsi à Yafren, mais apprenez que plus tard, entre 2019 et 2020, que votre habitation de Tripoli, déjà détruite par les bombardements, est en plus incendiée par une milice inconnue, signe absolu que vous êtes un partisan de l'armée.*

*De fait, vous prenez vos précautions, vous et votre famille n'osez plus vous déplacer en Libye de peur que vous soyez arrêtés par une milice et exécutés en tant que partisans de l'armée de Haftar.*

*En 2021 toutefois, alors que vous vivez donc à Yafren, vous apprenez un jour que votre belle-mère, habitant Tripoli, est malade et que votre femme et votre fils [B. Z. B. E.] doivent lui rendre visite. Ces derniers prennent ainsi la route vers Tripoli en voiture.*

*Arrivés à Tripoli, votre fils [B. Z. B. E.] décide de se rendre chez ses oncles maternels en voiture dans le quartier de Alfallah, à environ 20 minutes de chez ses grands-parents.*

*En cours de route, il est kidnappé par des hommes non identifiés et armés, et séquestré durant vingt jours.*

*Au cours de cette séquestration, les ravisseurs vous appellent sur votre téléphone et demandent une rançon de 100 000 dinars libyens, sans lesquels votre fils serait exécuté. Vous apprenez qu'il s'agit de la milice d'Imad Al Trabloussi qui est derrière cet enlèvement.*

*Vous vous exécutez et obéissez aux conditions qui vous sont imposées par les ravisseurs et leur livrez les 100 000 dinars demandés.*

*Quelques jours après, votre fils est libéré et il rejoint le domicile de votre belle-famille, où vous vous êtes également personnellement rendu. Constatant de nombreuses ecchymoses et une brûlure causées au cours de sa séquestration, vous vous rendez à l'hôpital Fardoz afin qu'il y soit traité.*

*Par la suite, et avec l'espoir de récupérer les 100 000 dinars de la rançon, vous vous rendez au poste de police pour porter plainte.*

*Dans les jours suivants, vous recevez un nouveau coups de fil de la part de la milice d'Imad Al Trabloussi qui vous informe qu'ils ont mené une enquête plus approfondie sur vous et qu'ils ont appris que vous étiez un sympathisant de Haftar au vu de l'incendie de votre maison à Tripoli, que votre vie est désormais en danger ainsi que celle de votre fils [B. Z. B. E.].*

*Vous quittez ainsi la Libye le 15.08.21 et partez vous installer en Tunisie où vous restez jusqu'au 03.06.22, les autorités tunisiennes vous refusant la protection.*

*Vous prenez ainsi l'avion vers la Belgique et, dans l'avion, détruisez vos passeports.*

*Une fois arrivés à l'aéroport de Zaventem, vous, votre fils [B. Z. B. E.](...) et votre épouse [K. A. A. G.](...) introduisez une Demande de Protection internationale.*

*A l'appui de votre DPI vous présentez les documents suivants :*

*Un certificat médical et psychologique au nom de votre fils, un plainte à la police déposée par votre vous-même le 20.07.21 en raison du kidnapping de votre fils et un relevé de notes scolaire de [B. Z. B. E.] également, deux rapports de destruction de votre maison, l'un daté du 08.10.14, l'autre du 22.05.22, des registres civils d'autorité pour chacun des membres de votre famille, attestation de propriété de votre maison à votre nom, certificat de mariage, visa et attestation d'étudiant de votre fils [Bt.] en Inde et une série de photos de votre maison endommagée et incendiée.*

## **B. Motivation**

*Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.*

*Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise en ce qui vous concerne, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.*

*Compte tenu de ce qui précède, le Commissariat général estime que votre demande de protection internationale peut être traitée et examinée en application de l'article 57/6/1, § 1er pour la procédure accélérée et/ou de l'article 57/6/4, alinéa 1er pour la procédure à la frontière de la Loi sur les étrangers.*

*La circonstance qu'il est probable que, de mauvaise foi, vous avez procédé à la destruction ou vous êtes défait d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir votre identité ou votre nationalité a justifié qu'une procédure accélérée a été appliquée au traitement de votre demande.*

*L'examen attentif de votre demande a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugiés sont rencontrées, qu'il existerait dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.*

L'analyse attentive de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif empêche de tenir les problèmes que vous alléguiez pour établis. Vous déclarez en effet craindre les milices libyennes pour deux raisons, la raison principale dans votre chef étant l'accusation qui porte sur vous, et relative à la collusion entre vous et vos amis membres de l'armée de Haftar. La seconde raison, aggravante de la première, est l'enlèvement et la séquestration de votre fils [B. Z. B. E.]. Il existe toutefois au sein de vos déclarations diverses incohérences et contradictions qui peinent à emporter la conviction du CGRA en ce qui concerne la crédibilité de ces craintes.

**Dans un premier temps, il existe différents éléments qui remettent en doute la crédibilité des accusations de collusion avec l'armée de Haftar.**

En effet, invité à préciser les aides que vous apportiez à vos amis militaires, vous déclarez que vous tiriez de l'argent pour vos amis afin de les distribuer à leurs familles, et que cela est arrivé jusqu'aux oreilles des milices de Tripoli. Interrogé sur la raison pour laquelle vous étiez la personne à qui vos amis militaires demandaient de tirer de l'argent, plutôt que de demander à d'autres membres de leurs familles, vous répondez que vous, contrairement aux autres, pouviez le faire discrètement (CGRA, p10). Lorsqu'il vous est toutefois en quoi vous agissiez plus discrètement qu'un quidam, vous restez flou, vague et répondez de manière incertaine, arguant que **peut-être** personne ne vous connaissait (CGRA, ibidem).

De même, il s'avère qu'au final vous auriez été découvert dans vos activités et que vous avez été accusé officiellement à travers l'incendie de votre maison. Or il ressort de votre entretien que vous n'êtes capable de livrer absolument aucune information quant à cela : vous ignorez comment votre aide a pu être connue de la part du grand public – alors que vous le faisiez justement car vous étiez discret – si vous déclarez toutefois avoir été dénoncé, vous êtes incapable de dire qui vous aurait dénoncé car « les gens savent » et ont dû vous voir sortir et entrer chez les familles (CGRA, p12). Cette assertion est bien entendu contradictoire et incompatible avec la discrétion que vous prétendez avoir affichée lors de vos aides.

En plus, invité à désigner la milice qui aurait incendié votre maison, vous vous contentez de dire que vous ne savez pas de qui il s'agit car « toutes les milices sont arrivées en même temps » (CGRA, p11-12).

Le caractère hypothétique de vos réponses constitue un premier obstacle au fait que vos craintes soient concrètes.

En outre, invité également à parler des amis militaires que vous aidiez, le CGRA constate que vous êtes en défaut d'apporter des informations substantielles les concernant. En effet vous déclarez que ces amis se nomment [M.], [M. H.], [M. R.] et [R. A.] (CGRA, p10). Invité à décrire les activités militaires de [M.] et [H.], vous vous contentez de dire que [M.] était un officier dans l'armée au grade de colonel, et que [H.] était dans l'armée de l'air et que vous pensez qu'il était sergent (CGRA, p10-11). Il est toutefois invraisemblable que vous ne sachiez donner plus d'information concernant les activités militaires de vos propres amis alors que vous preniez pourtant des risques considérables en leur venant en aide.

**De fait, il apparaît à la lueur de vos déclarations diverses raisons qui remettent en doute le fait que vous auriez apporté votre aide à des amis à vous, membres de l'armée de Haftar.**

**Toujours concernant les accusations de collusion qui pèsent sur vous de la part des milices, d'autres éléments de votre récit mettent en cause votre version des faits.**

Vous déclarez en effet que suite à la libération de votre fils après ses 20 jours de séquestration, la milice d'Imad Al Trabloussi apprend que vous êtes un collaborateur de l'armée et vous menace ainsi. Si vous ne présentez pas la moindre preuve de ces menaces, vos déclarations sur leur existence sont incohérentes et invraisemblables.

Interrogé sur la raison pour laquelle la milice d'Imad Al Trabloussi n'apprend votre collusion qu'après la libération de votre fils – soit plus d'un an après que votre maison ait été incendiée - vous répondez que suite à celle-ci, vous vous êtes rendu au commissariat pour porter plainte et que vous avez présenté votre carte d'identité, que les milices ont de nombreux informateurs au sein des autorités et qu'il s'agit certainement de la manière qu'ils ont pu avoir ces informations sur vous (CGRA, p15).

Cet argument ne souffre toutefois d'aucune logique, il ressort en effet de vos déclarations ainsi que de celles de votre fils [B. Z. B. E.] que les miliciens ont eu accès à votre numéro de téléphone, à votre identité

et que lors de la livraison de la rançon par vous-même, ils pouvaient vous voir à distance alors que vous étiez en voiture (CGRA, p14). Il s'avère donc que votre plaque d'immatriculation était connue de la part des ravisseurs, ce qui leur fournissait bien assez 'information pour en savoir plus sur vous, **pendant** la séquestration de votre fils.

Confronté à ces éléments et interrogé avec insistance ainsi sur la raison pour laquelle la milice d'Imad n'a pris aucune mesure alors que vos collusions avec l'armée était connue de tous à ce moment-là, vous vous contentez de réfuter, arguant qu'ils n'avaient pas ces informations car sinon ils auraient tué votre fils et qu'ils n'ont pu les avoir que via votre carte d'identité laissée au commissariat (CGRA, p15-16).

Ajoutons encore que si vos déclarations sont incohérentes, la théorie que vous émettez selon laquelle Imad Al Trabloussi a appris votre collusion via la carte d'identité laissée au commissariat découle d'une pure supposition de votre part (CGRA, p16).

De plus, vous déclarez que les menaces de la milice sont confirmées par l'ami de votre frère [Hu.] qui vous avertit que les milices savent à propos de votre proximité avec l'armée de Haftar. Interrogé sur la manière dont la police a eu vent de cette information, vous vous contentez de dire que la police en Libye ne sert à rien (CGRA, *ibidem*).

Les explications et descriptions que vous faites sont ainsi invraisemblables et défient toute logique. Vous les maintenez malgré les nombreuses et insistantes confrontations qui vous sont faites par le CGRA au cours de votre entretien. Votre crédibilité s'en retrouve ainsi encore fortement fragilisée.

Une autre contradiction majeure vient ternir vos propos selon lesquels vous seriez accusé par les milices d'être un partisan de l'armée de Haftar. Il ressort en effet de vos déclarations et celles de votre fils de [B. Z. B. E.] que l'incendie de votre maison à Tripoli fut causée par les milices comme preuve irréfutable de cette accusation (CGRA, p5), en effet vous déclarez que vous aviez dû abandonner votre maison en mai 2019 lors de la guerre, qu'elle a été endommagée au cours des combats faisant rage entre milices et armée, mais qu'en 2020 les maisons des sympathisants de l'armée ont **en plus** été brûlées, comme la vôtre (CGRA, *ibidem*).

Cet aspect de votre problème est toutefois contredit par un document que vous déposez vous-même. En effet vous remettez notamment un document du Ministère des Affaires Intérieures daté du 22.05.22 qui atteste que vous vous êtes rendu au commissariat de Police à Abu Salim le 30.06.20 pour déclarer que votre maison a été « endommagée, détruite et **incendiée au cours de combats prenant place dans le sud de Tripoli** ». Il ressort ainsi clairement que l'incendie de votre maison, que votre fils [B. Z. B. E.] et vous invoquez à la base de votre accusation de collusion avec l'armée, n'est en fait qu'une conséquence des combats se déroulant entre les milices de Tripoli et l'armée.

**Votre version des faits, selon laquelle cet incendie a été causé par les milices et ce de manière personnelle et visée à votre rencontre, n'est ainsi même plus supposée mais complètement contredite par le document en question.**

De même, vous déclarez également que toute votre famille est encore présente en Libye et que vous êtes encore en contact avec elle (CGRA, p7). Invité à décrire quels ennuis les milices auraient pu leur causer en votre absence, vous répondez qu'ils n'ont eu aucune problèmes car votre fratrie est entièrement sympathique aux milices (CGRA, p16). Invité à expliquer pourquoi votre opinion à vous est radicalement différente de celle de votre fratrie sur un sujet sensible au point où il vous a poussé à quitter le pays, vous vous contentez de répondre manière vague et générale, arguant que « chacun est libre dans ses pensées ».

Au surplus, le CGRA constate une différence majeure entre les déclarations que vous livrez lors de votre entretien face au CGRA et celles de votre Questionnaire CGRA à l'Office des Etrangers. Il ressort en effet de vos déclarations initiales – les vôtres ainsi que celles de votre fils [B. Z. B. E.] et votre épouse – vous ne faites absolument **jamais** mention de l'accusation de collusion avec l'armée de Haftar. Vous parlez effectivement de l'enlèvement de votre fils [B. Z. B. E.] pour laquelle vous avez dû payer une rançon, ainsi que de la tentative de meurtre sur votre fils [Bt.] – pour laquelle vous n'avez aucune crainte actuelle (CGRA, p17) – mais ne faites la moindre allusion à Haftar et les accusations politiques qui pèsent sur vous ce concernant.

S'il ressort certes de vos déclarations CGRA que vous rapportez spontanément cette omission en début d'entretien (CGRA, p3), vos explications n'en sont pas plus crédibles pour deux raisons principales.

Primo, il vous est demandé la raison pour laquelle vous – et votre famille toute entière – n'avez pas pu faire état du problème politique lors de votre Questionnaire CGRA. A cela vous répondez que l'agent de l'OE vous a demandé d'être succinct et qu'elle voulait que vous soyez bref (CGRA, p17-18).

Cet argument ne tient pourtant pas debout étant donné que le problème politique est la raison principale de votre fuite, étant donné que suite à la libération de votre fils vous avez été menacé en raison de cette accusation justement. Il est de plus, dans ce cas, totalement invraisemblable que vous preniez le temps de relater la tentative d'assassinat sur votre fils [Bt.] alors que vous déclarez ne plus avoir de crainte à ce sujet et qu'à la question de savoir pourquoi les milices s'en prenaient à vous, vous répondez que vous étiez propriétaire d'immeubles et que vous gagniez bien votre vie.

Secundo le CGRA constate que votre entretien se déroule juste après celui de votre fils [B. Z. B. E.] alors que celui-ci a, durant son audition, réclamé à prendre une pause en raison de l'horaire de la cantine du Centre de Caricole. Sachant que votre fils non plus n'a jamais fait mention de vos accusations politiques lors de son Questionnaire CGRA et qu'il a lui confirmé ses paroles en début d'audition, le CGRA exprime ses doutes quant aux échanges que vous auriez pu entretenir avec ce dernier durant sa pause diner.

**En raison de tous les éléments développés au cours de la présente décision, il existe ainsi de nombreuses raisons de douter de la crédibilité de l'aide que vous auriez pu apporter aux membres de l'armée de Haftar et des accusations et menaces que vous auriez subies en raison de cela.**

Concernant la crainte que vous auriez en cas de retour et relative à l'enlèvement de votre fils [B. Z. B. E.] par les milices d'Imad Al Traboulssi, le CGRA précise qu'elle touche principalement votre fils. Or, une décision de refus du statut de réfugié et de refus d'octroi du statut de protection subsidiaire a été prise à son encontre. Cette décision est motivée comme suit :

« [...] suit la motivation de la décision prise à l'égard du premier requérant, telle qu'elle est reproduite ci-dessus. »

Concernant les documents que vous déposez et qui n'ont pas encore été analysés au cours de la présente décision :

Le certificat psychologique de [B. Z. B. E.] fait état des traumatismes et difficultés (notamment cauchemars) qu'il a actuellement en raison de son vécu en Libye. Le CGRA constate à la lecture de ce rapport qu'il n'est pas circonstancié et ne se base que sur le récit que vous faites de vos craintes, qui n'ont-elles-mêmes pas emporté la conviction du CGRA pour toutes les raisons argumentées supra et au cours de sa décision. Ce rapport n'apporte aucune précision supplémentaire à même d'altérer la présente décision.

Relativement au document de déclaration de kidnapping rédigé par la Police, le CGRA constate à sa lecture qu'il ne s'agit que d'une déposition de votre part au sein de la Police, qu'il n'est nullement mentionné que la Police a effectivement mené une enquête menant à la constatation de l'enlèvement de [B. Z. B. E.] enlèvement par la milice d'Imad Al Trabloussi. Ce document ne fait ainsi que relater les mêmes informations que vous avez livrées au CGRA, déclarations qui ont été jugées comme non crédibles au vu des arguments développés supra.

Au surplus, le CGRA ajoute également que le site Transparency.org a classé en 2021 la Libye comme 172e pays (sur 180) le plus corrompu au monde. La présentation d'un tel document, couplée à l'incohérence générale de vos propos fait ainsi l'objet de nombreux doutes de la part du CGRA, et ne permet nullement d'avérer la véracité des faits invoqués.

L'attestation de 2014 indique que votre maison a été endommagée, détruite et volée au cours de conflits faisant rage dans la région. Vous ne développez toutefois aucune crainte spécifique et particulière à l'encontre de cet incident.

Le bulletin scolaire de [B. Z. B. E.] permet de confirmer votre origine ainsi que votre identité, chose que le CGRA ne remet nullement en question au cours de votre procédure. Il en va de même pour les documents

d'enregistrement civil de votre famille, du certificat de mariage ainsi que de l'attestation de propriété concernant la maison familiale de Tripoli.

Les photos de votre maison ne permettent nullement d'identifier les circonstances dans lesquelles elle a été endommagée.

Les documents de votre fils [Bt.] démontrent qu'il est effectivement étudiant en Inde. Cela n'implique toutefois aucune crainte personnelle à votre égard. Mentionnons d'ailleurs à nouveau qu'au cours de votre entretien personnel, vous déclarez n'avoir aucune crainte spécifique quant à l'attaque que [Bt.] a subie en Libye (CGRA, p17).

Partant, l'analyse de ces documents n'altère ainsi pas non plus l'argumentation développée supra.

Outre la reconnaissance du statut de réfugié, le demandeur d'une protection internationale peut se voir octroyer par le CGRA un statut de protection en raison de la situation générale dans sa région d'origine. À cet égard, le CGRA insiste sur le fait que l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne vise à offrir une protection que dans la situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle due au conflit armé en cours dans le pays d'origine est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans le pays en question ou, le cas échéant, dans la région en question, y court du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article précité de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort d'une analyse détaillée des conditions de sécurité actuelles en Libye ( voir **Algemeen Ambtsbericht Libië** de septembre 2021, disponible sur <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2021/09/30/algemeen-ambtsbericht-libie-van-september-2021>; et le \*COI Focus Libië: Burgerslachtoffers 2021-2022\* du 29 mars 2022 qu'au cours du conflit armé en 2011 – qui a vu la destitution et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi – et durant la période qui a suivi, ce pays a connu une vacance de pouvoir. Dans ce contexte, plusieurs organisations armées et milices se sont affrontées afin de prendre le pouvoir et le contrôle sur de grandes parties du pays. Depuis la chute de Kadhafi, les gouvernements (ad interim) successifs ne sont pas parvenus à instaurer l'unité et la stabilité, ni à désarmer les nombreux groupes armés ou à les intégrer dans la structure sécuritaire de l'État.

Après les élections de juin 2014, le pays s'est divisé en deux camps qui se sont combattus. Ils revendiquaient chacun être le gouvernement libyen légitime. À Tripoli siégeait le Government of National Accord (GNA), soutenu par les Nations Unies et reconnu par la communauté internationale, dirigé par un conseil présidentiel (Presidential Council, PC) avec à sa tête le premier ministre, Fayez Mustafa al-Sarraj. À l'est se sont installés les partis libéraux qui avaient remporté les élections en juin 2014 et qui ont constitué la House of Representatives (HoR), présidée par Aguila Salah. Tant le GNA à l'ouest que les détenteurs du pouvoir à l'est étaient soutenus par un éventail de groupes armés. Le GNA a été appuyé militairement par plusieurs milices de Tripolitaine, tandis que la HoR était soutenue par les milices orientales, réunies (officiellement du moins) au sein de la Libyan National Army (LNA) commandée par le chef de guerre Khalifa Haftar. Les deux forces en présence ont chacune reçu de l'aide militaire, logistique et matérielle des puissances internationales : le GNA de la Turquie et du Qatar en particulier; la LNA plus spécialement des Émirats arabes unis (EAU), de l'Égypte et de la Russie.

En avril 2019, Khalifa Haftar et la Libyan National Army (LNA) ont lancé une offensive contre la capitale, Tripoli, et d'autres parties du nord-est de la Libye. Le processus de paix et de formation de l'État en Libye, qui se déroulait déjà très difficilement avant l'attaque de Haftar, s'est pratiquement retrouvé à l'arrêt. Le cessez-le-feu du 23 octobre 2020 a mis un terme à l'offensive contre Tripoli et aux violences liées au conflit entre la LNA et le GNA. Il a aussi permis une accélération du processus de paix et de formation de l'État en Libye après des années de violences. Les deux parties au conflit ont annoncé qu'elles se retiraient de la ligne de front et qu'elles démobilisaient les groupes armés. Les combattants étrangers ont dû quitter le pays avant le 23 janvier 2021. Après le cessez-le-feu, l'ouest et le sud-ouest de la Libye sont pour une bonne part tombés sous le contrôle du GNA. La LNA a pris le contrôle de l'est du pays, ainsi que de plusieurs parties du sud, tandis que les villes de Sirte et Jufra devenaient formellement une zone tampon au centre de la Libye.

En mars 2021 s'est constitué un gouvernement de transition, le Government of National Unity (GNU), qui se substituait au GNA et aux autorités de Tobrouk, à l'est, la HoR. Cette étape a vu l'unification officielle des deux camps libyens politiquement opposés. Dans les faits toutefois, le pouvoir militaire restait aussi

divisé qu'auparavant et la LNA continuait d'agir indépendamment du GNU. Par ailleurs, une multitude de milices et d'organisations armées contrôlaient plusieurs parties du pays.

Cependant, l'on a observé une amélioration significative des conditions de sécurité en Libye. En effet, il ressort des données chiffrées de l'ACLED que 1.371 incidents liés à la sécurité se sont encore produits en Libye en 2020, faisant 1.557 victimes. Parmi elles, l'on comptait 318 civils. Entre janvier 2021 et fin septembre 2021, la Libye a connu 53 affrontements, qui ont fait 82 morts; 24 émeutes, qui ont fait un seul mort; 44 explosions et/ou cas de violences à distance (comme des attaques aériennes ou l'utilisation de drones), qui ont fait 54 morts; 145 manifestations au cours desquelles deux personnes sont décédées; et 44 cas de violences visant les civils, dans le cadre desquels 26 morts ont été recensés. En tout, ce sont 165 décès qui ont été enregistrés, en ce compris ceux de combattants. De janvier 2021 à février 2022, pour toute la Libye l'ACLED a recensé 30 incidents ayant fait 48 morts parmi les civils. La baisse notable du nombre de combats et le recul manifeste du nombre de victimes depuis le troisième trimestre de 2020 indiquent que le cessez-le-feu en vigueur en Libye est raisonnablement respecté.

Toutefois, les conditions de sécurité actuelles en Libye sont toujours pour une grande part déterminées par l'absence d'autorité centrale forte et par la présence d'une grande diversité d'organisations armées locales. Bien que le conflit se soit apaisé entre les deux autorités en Libye, au cours de la période couverte par le rapport l'on a observé de plus en plus de frictions entre les groupes armés (locaux), dues à la disparition d'un ennemi commun et à la vacance de pouvoir qui s'éternise. Dans les grandes lignes, les rapports de force en Libye sont restés stables en 2021, même si des changements sont survenus parmi les détenteurs du pouvoir local.

En Tripolitaine, c'est officiellement le GNA qui exerçait l'autorité. En mars 2021, le GNU s'est emparé du pouvoir et a repris toutes les institutions qui formaient le GNA. Début 2021, le GNA avait créé une nouvelle force de sécurité (le Stability Support Apparatus), stationnée à Tripoli, composée d'une alliance de groupes armés de cette même ville et indépendante du ministère de l'Intérieur ou du ministère de la Défense. Cette force de sécurité, mise en place par le GNU afin de désamorcer les conflits entre les groupes armés en Tripolitaines, a tenté en 2021 de gagner davantage de contrôle sur les institutions publiques à Tripoli et dans les zones longeant la côte nord-ouest. Durant la période couverte par le rapport, la Tripolitaine a connu une hausse de la criminalité et des combats entre différentes milices. Les violences dans la région sont principalement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attaques visant des postes de contrôle, de violences ciblées contre des civils et d'une répression brutale des manifestations. Enfin, des affrontements opposent encore les organisations armées, parfois dans les quartiers résidentiels. Néanmoins, il n'est pratiquement fait état d'aucune victime civile.

La LNA exerce le contrôle sur l'est de la Libye et sur certaines parties du sud du pays. Dans la région de Cyrénaïque, à l'est, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu pendant la période couverte par le rapport, en raison surtout de la fermeté du contrôle qu'y exerce la LNA. Les violences dans la région sont essentiellement ciblées et consistent en des attaques aériennes, des conflits de nature clanique, des assassinats, des enlèvements, de la criminalité et une répression brutale des manifestations. En outre, il est question en Cyrénaïque d'une culture de la peur, suscitée par de nombreux groupes armés et bandes criminelles, relevant ou non de la LNA, dont un grand nombre de brigades et milices salafistes. Ces groupes armés et ces bandes se rendent coupables d'arrestations et de détentions arbitraires, d'enlèvements, de disparitions, de violences, voire parfois de meurtres. Ces violences visent surtout des (groupes de) personnes qui ont (publiquement) critiqué la LNA, Haftar ou le gouvernement oriental, ou que les groupes armés soupçonnent de relations avec l'opposition.

La sécurité des civils dans la région de Fezzan est principalement assurée par les structures sécuritaires locales, comme les milices claniques et de voisinage. Durant la période couverte par le rapport, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu dans la région. Les violences dans la région de Fezzan sont essentiellement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attentats (suicide) commis par l'EI, d'attaques de postes de contrôle et de conflits entre organisations armées.

D'autre part, il ressort des informations disponibles que le transport aérien civil, tant intérieur qu'à destination de l'étranger, s'est de nouveau accru durant la période couverte par le rapport. Les vols sont actuellement possibles par les aéroports de Tripoli Mitiga, de Benghazi et de Misrata. Les vols intérieurs ont repris depuis les aéroports de l'est, de l'ouest et du sud (Sabha) de la Libye. D'autre part, aucun nouveau déplacement massif n'a été signalé depuis juin 2020 et, en 2021, les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont continué de rentrer dans leur région d'origine (voir DTM Libya, DP and Returnee Report 39 (octobre-novembre 2021), disponible sur



[https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM\\_R39\\_IDP\\_Returnee\\_Report.pdf](https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM_R39_IDP_Returnee_Report.pdf); et le COI Focus Libié: Burgerslachtoffers 2021-2022 du 29 mars 2022, p. 8). La baisse du nombre de déplacés internes et, parallèlement, la hausse des personnes qui rentrent chez elles indiquent que les conditions de sécurité en Libye se sont améliorées depuis 2020.

Le Commissaire général reconnaît que les conditions de sécurité en Libye présentent un caractère complexe, problématique et grave. Il reconnaît également que, eu égard à la situation individuelle et au contexte dans lequel évolue personnellement le demandeur de protection internationale, elles peuvent donner lieu à l'octroi d'un statut de protection internationale. Si un demandeur originaire de Libye a besoin d'une protection en raison de son profil spécifique, elle lui sera donc accordée. Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse détaillée des informations disponibles, il convient cependant de conclure que, si des incidents se produisent avec une certaine régularité en Libye, l'on ne peut évoquer une situation d'« open combats », ou de combats intenses ou ininterrompus. Dans le cadre de la marge d'appréciation dont il dispose, après une analyse approfondie des informations disponibles et compte tenu des constatations qui précèdent, le commissaire général est arrivé à la conclusion que l'on n'observe pas actuellement en Libye de situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle qui caractérise ces affrontements est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire que votre seule présence sur place vous fait courir un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.

Cependant, vous n'avez pas apporté la preuve que vous seriez personnellement exposé, en raison d'éléments propres à votre situation personnelle, à un risque réel découlant de la violence aveugle en Libye. Le Commissariat général ne dispose pas non plus d'éléments indiquant qu'il existe des circonstances vous concernant personnellement qui vous feraient courir un risque accru d'être victime d'une violence aveugle.

Se pose donc la question de savoir si vous pouvez faire valoir des circonstances qui vous sont propres et qui augmentent dans votre chef la gravité de la menace découlant de la violence aveugle en Libye au point qu'il faille croire qu'en cas de retour dans ce pays vous courez un risque réel de subir une menace grave pour votre vie ou votre personne.

### C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

2.3 Le troisième recours est dirigé contre une décision de refus de statut de réfugié et de refus du statut de protection subsidiaire, prise le 28 juillet 2022 par le Commissaire général aux réfugiés et aux apatrides (ci-après dénommé « le Commissaire général ») à l'encontre de Madame K. A. A. G., ci-après dénommée « la requérante », qui est le mère du premier requérant et l'épouse du deuxième requérant. Cette décision est motivée comme suit :

#### « A. Faits invoqués

Selon vos déclarations, vous seriez de nationalité libyenne, né à Yefren, d'origine ethnique arabe, de confession musulmane et sans activité politique.

Vous déclarez également que vos problèmes remontent à 2018 lorsqu'en tant que partisan de l'armée de Haftar, votre mari commence à aider des amis à lui, membres de l'armée, en retirant de l'argent pour eux aux bureaux de poste pour les distribuer à leur famille. En contexte de conflit entre les différentes milices de Tripoli et l'armée de Haftar, il aidait ses amis de l'armée discrètement de manière à ce que son aide ne soit pas connue de tous.

En 2019, vers le mois de mai, la guerre éclate et vous êtes chassés de votre habitation, située sur la route de l'aéroport à Tripoli, par les milices qui la réquisitionnent pour en faire une base. Vous fuyez ainsi vers Yafren, où votre cousin [Tq.] possède une seconde maison qu'il vous laisse.

Vous vivez ainsi à Yafren, mais apprenez que plus tard, entre 2019 et 2020, que votre habitation de Tripoli, déjà détruite par les bombardements, est en plus incendiée par une milice inconnue, signe absolu que vous êtes un partisan de l'armée.

*De fait, vous prenez vos précautions, vous et votre famille n'osez plus vous déplacer en Libye de peur que votre mari et fils [B. Z. B. E.] soient arrêtés par une milice et exécutés en tant que partisans de l'armée de Haftar.*

*En 2021 toutefois, alors que vous vivez donc à Yafren, vous apprenez un jour que votre mère, habitant Tripoli, est malade et que vous devez lui rendre visite. Votre fils [B. Z. B. E.] et vous prenez ainsi la route vers Tripoli en voiture.*

*Arrivés à Tripoli, votre fils [B. Z. B. E.] décide de se rendre chez vos frères en voiture dans le quartier de Alfallah, à environ 20 minutes de chez ses grands-parents.*

*En cours de route, il est kidnappé par des hommes non identifiés et armés, et séquestré durant vingt jours.*

*Au cours de cette séquestration, les ravisseurs appellent votre mari sur son téléphone et demandent une rançon de 100 000 dinars libyens, sans lesquels votre fils serait exécuté. Vous apprenez qu'il s'agit de la milice d'Imad Al Trabloussi qui est derrière cet enlèvement.*

*Votre mari s'exécute et obéit aux conditions qui vous sont imposées par les ravisseurs, il leur livre ainsi les 100 000 dinars demandés.*

*Quelques jours après, votre fils est libéré et il rejoint le domicile de votre famille, où votre mari vous a rejoints. Constatant de nombreuses ecchymoses et une brûlure causées au cours de sa séquestration, vous vous rendez à l'hôpital Fardoz afin qu'il y soit traité.*

*Par la suite, et avec l'espoir de récupérer les 100 000 dinars de la rançon, votre mari se rend au commissariat pour porter plainte.*

*Dans les jours suivants, votre mari reçoit un nouveau coups de fil de la part de la milice d'Imad Al Trabloussi qui vous informe qu'ils ont mené une enquête plus approfondie sur lui et qu'ils ont appris qu'il est un sympathisant de Haftar au vu de l'incendie de votre maison à Tripoli, que sa vie est désormais en danger ainsi que celle de votre fils [B. Z. B. E.].*

*Vous quittez ainsi la Libye le 15.08.21 et partez vous installer en Tunisie où vous restez jusqu'au 03.06.22, les autorités tunisiennes vous refusant la protection.*

*Vous prenez ainsi l'avion vers la Belgique et, dans l'avion, détruisez vos passeports.*

*Une fois arrivés à l'aéroport de Zaventem, vous, votre fils [B. Z. B. E.](...) et votre mari [A. Z.] introduisez une Demande de Protection internationale.*

*A l'appui de votre DPI votre mari présente les documents suivants :*

*Un certificat médical et psychologique au nom de votre fils, un plainte à la police déposée par votre mari le 20.07.21 en raison du kidnapping de votre fils et un relevé de notes scolaire de [B. Z. B. E.] également, deux rapports de destruction de votre maison, l'un daté du 08.10.14, l'autre du 22.05.22, des registres civils d'autorité pour chacun des membres de votre famille, attestation de propriété de votre maison au nom de votre mari, certificat de mariage, visa et attestation d'étudiant de votre fils [Bt.] en Inde et une série de photos de votre maison endommagée et incendiée.*

## **B. Motivation**

*Après une analyse approfondie de l'ensemble des éléments de votre dossier administratif, relevons tout d'abord que vous n'avez fait connaître aucun élément dont il pourrait ressortir des besoins procéduraux spéciaux et que le Commissariat général n'a de son côté constaté aucun besoin procédural spécial dans votre chef.*

*Par conséquent, aucune mesure de soutien spécifique n'a été prise en ce qui vous concerne, étant donné qu'il peut être raisonnablement considéré que vos droits sont respectés dans le cadre de votre procédure d'asile et que, dans les circonstances présentes, vous pouvez remplir les obligations qui vous incombent.*

Compte tenu de ce qui précède, le Commissariat général estime que votre demande de protection internationale peut être traitée et examinée en application de l'article 57/6/1, § 1er pour la procédure accélérée et/ou de l'article 57/6/4, alinéa 1er pour la procédure à la frontière de la Loi sur les étrangers.

La circonstance qu'il est probable que, de mauvaise foi, vous avez procédé à la destruction ou vous êtes défaits d'un document d'identité ou de voyage qui aurait aidé à établir votre identité ou votre nationalité a justifié qu'une procédure accélérée a été appliquée au traitement de votre demande.

L'examen attentif de votre demande a mis en exergue un certain nombre d'éléments empêchant de considérer que les conditions de protection internationale prévues par la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut de réfugiés sont rencontrées, qu'il existerait dans votre chef une crainte actuelle et fondée de persécution ou un risque réel de subir les atteintes graves visées dans la définition de la protection subsidiaire de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers du 15 décembre 1980.

Mentionnons tout de suite que vous déclarez spontanément en cours d'entretien ne pas avoir de crainte personnelle en cas de retour en Libye. Vous déclarez également totalement et uniquement avoir des craintes envers l'intégrité physique de votre mari et de [B. Z. B. E.] en raison des problèmes qu'ils ont rencontrés au pays d'origine (CGRA, p6-7).

Ainsi, et en ce qui concerne la crainte que vous auriez de la part des milices en raison du kidnapping de votre fils et des accusations de collusion politique de votre mari, je constate que ces faits sont subséquents aux faits invoqués par ces derniers, que vous liez votre demande aux leurs et que vous n'invoquez aucun fait personnel (NEP CGRA du 18.07.22, pages 1 à 22 et pages 1 à 19 jointes à la farde bleue de votre dossier). Or, j'ai pris envers ces derniers une décision de refus du statut de réfugié et de refus d'octroi du statut de protection subsidiaire.

La décision de votre mari est motivée comme suit:

« [...] suit la motivation de la décision prise à l'égard du deuxième requérant, telle qu'elle est reproduite ci-dessus. »

Outre la reconnaissance du statut de réfugié, le demandeur d'une protection internationale peut se voir octroyer par le CGRA un statut de protection en raison de la situation générale dans sa région d'origine. À cet égard, le CGRA insiste sur le fait que l'article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers ne vise à offrir une protection que dans la situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle due au conflit armé en cours dans le pays d'origine est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire qu'un civil qui retourne dans le pays en question ou, le cas échéant, dans la région en question, y court du seul fait de sa présence sur place un risque réel de subir des atteintes graves visées à l'article précité de la loi du 15 décembre 1980.

Il ressort d'une analyse détaillée des conditions de sécurité actuelles en Libye ( voir **Algemeen Ambtsbericht Libië** de septembre 2021, disponible sur <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2021/09/30/algemeen-ambtsbericht-libie-van-september-2021>; et le \*COI Focus Libië: Burgerslachtoffers 2021-2022\* du 29 mars 2022 qu'au cours du conflit armé en 2011 – qui a vu la destitution et la mort du dictateur Mouammar Kadhafi – et durant la période qui a suivi, ce pays a connu une vacance de pouvoir. Dans ce contexte, plusieurs organisations armées et milices se sont affrontées afin de prendre le pouvoir et le contrôle sur de grandes parties du pays. Depuis la chute de Kadhafi, les gouvernements (ad interim) successifs ne sont pas parvenus à instaurer l'unité et la stabilité, ni à désarmer les nombreux groupes armés ou à les intégrer dans la structure sécuritaire de l'État.

Après les élections de juin 2014, le pays s'est divisé en deux camps qui se sont combattus. Ils revendiquaient chacun être le gouvernement libyen légitime. À Tripoli siégeait le Government of National Accord (GNA), soutenu par les Nations Unies et reconnu par la communauté internationale, dirigé par un conseil présidentiel (Presidential Council, PC) avec à sa tête le premier ministre, Fayez Mustafa al-Sarraj. À l'est se sont installés les partis libéraux qui avaient remporté les élections en juin 2014 et qui ont constitué la House of Representatives (HoR), présidée par Aguila Salah. Tant le GNA à l'ouest que les détenteurs du pouvoir à l'est étaient soutenus par un éventail de groupes armés. Le GNA a été appuyé militairement par plusieurs milices de Tripolitaine, tandis que la HoR était soutenue par les milices orientales, réunies (officiellement du moins) au sein de la Libyan National Army (LNA) commandée par le

chef de guerre Khalifa Haftar. Les deux forces en présence ont chacune reçu de l'aide militaire, logistique et matérielle des puissances internationales : le GNA de la Turquie et du Qatar en particulier; la LNA plus spécialement des Émirats arabes unis (EAU), de l'Égypte et de la Russie.

En avril 2019, Khalifa Haftar et la Libyan National Army (LNA) ont lancé une offensive contre la capitale, Tripoli, et d'autres parties du nord-est de la Libye. Le processus de paix et de formation de l'État en Libye, qui se déroulait déjà très difficilement avant l'attaque de Haftar, s'est pratiquement retrouvé à l'arrêt. Le cessez-le-feu du 23 octobre 2020 a mis un terme à l'offensive contre Tripoli et aux violences liées au conflit entre la LNA et le GNA. Il a aussi permis une accélération du processus de paix et de formation de l'État en Libye après des années de violences. Les deux parties au conflit ont annoncé qu'elles se retiraient de la ligne de front et qu'elles démobilisaient les groupes armés. Les combattants étrangers ont dû quitter le pays avant le 23 janvier 2021. Après le cessez-le-feu, l'ouest et le sud-ouest de la Libye sont pour une bonne part tombés sous le contrôle du GNA.

La LNA a pris le contrôle de l'est du pays, ainsi que de plusieurs parties du sud, tandis que les villes de Sirte et Jufra devenaient formellement une zone tampon au centre de la Libye.

En mars 2021 s'est constitué un gouvernement de transition, le Government of National Unity (GNU), qui se substituait au GNA et aux autorités de Tobrouk, à l'est, la HoR. Cette étape a vu l'unification officielle des deux camps libyens politiquement opposés. Dans les faits toutefois, le pouvoir militaire restait aussi divisé qu'auparavant et la LNA continuait d'agir indépendamment du GNU. Par ailleurs, une multitude de milices et d'organisations armées contrôlaient plusieurs parties du pays.

Cependant, l'on a observé une amélioration significative des conditions de sécurité en Libye. En effet, il ressort des données chiffrées de l'ACLED que 1.371 incidents liés à la sécurité se sont encore produits en Libye en 2020, faisant 1.557 victimes. Parmi elles, l'on comptait 318 civils. Entre janvier 2021 et fin septembre 2021, la Libye a connu 53 affrontements, qui ont fait 82 morts; 24 émeutes, qui ont fait un seul mort; 44 explosions et/ou cas de violences à distance (comme des attaques aériennes ou l'utilisation de drones), qui ont fait 54 morts; 145 manifestations au cours desquelles deux personnes sont décédées; et 44 cas de violences visant les civils, dans le cadre desquels 26 morts ont été recensés. En tout, ce sont 165 décès qui ont été enregistrés, en ce compris ceux de combattants. De janvier 2021 à février 2022, pour toute la Libye l'ACLED a recensé 30 incidents ayant fait 48 morts parmi les civils. La baisse notable du nombre de combats et le recul manifeste du nombre de victimes depuis le troisième trimestre de 2020 indiquent que le cessez-le-feu en vigueur en Libye est raisonnablement respecté.

Toutefois, les conditions de sécurité actuelles en Libye sont toujours pour une grande part déterminées par l'absence d'autorité centrale forte et par la présence d'une grande diversité d'organisations armées locales. Bien que le conflit se soit apaisé entre les deux autorités en Libye, au cours de la période couverte par le rapport l'on a observé de plus en plus de frictions entre les groupes armés (locaux), dues à la disparition d'un ennemi commun et à la vacance de pouvoir qui s'éternise. Dans les grandes lignes, les rapports de force en Libye sont restés stables en 2021, même si des changements sont survenus parmi les détenteurs du pouvoir local.

En Tripolitaine, c'est officiellement le GNA qui exerçait l'autorité. En mars 2021, le GNU s'est emparé du pouvoir et a repris toutes les institutions qui formaient le GNA. Début 2021, le GNA avait créé une nouvelle force de sécurité (le Stability Support Apparatus), stationnée à Tripoli, composée d'une alliance de groupes armés de cette même ville et indépendante du ministère de l'Intérieur ou du ministère de la Défense. Cette force de sécurité, mise en place par le GNU afin de désamorcer les conflits entre les groupes armés en Tripolitaines, a tenté en 2021 de gagner davantage de contrôle sur les institutions publiques à Tripoli et dans les zones longeant la côte nord-ouest. Durant la période couverte par le rapport, la Tripolitaine a connu une hausse de la criminalité et des combats entre différentes milices. Les violences dans la région sont principalement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attaques visant des postes de contrôle, de violences ciblées contre des civils et d'une répression brutale des manifestations. Enfin, des affrontements opposent encore les organisations armées, parfois dans les quartiers résidentiels. Néanmoins, il n'est pratiquement fait état d'aucune victime civile.

La LNA exerce le contrôle sur l'est de la Libye et sur certaines parties du sud du pays. Dans la région de Cyrénaïque, à l'est, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu pendant la période couverte par le rapport, en raison surtout de la fermeté du contrôle qu'y exerce la LNA. Les violences dans la région sont essentiellement ciblées et consistent en des attaques aériennes, des conflits de nature clanique, des assassinats, des enlèvements, de la criminalité et une répression brutale des manifestations. En outre, il

est question en Cyrénaïque d'une culture de la peur, suscitée par de nombreux groupes armés et bandes criminelles, relevant ou non de la LNA, dont un grand nombre de brigades et milices salafistes. Ces groupes armés et ces bandes se rendent coupables d'arrestations et de détentions arbitraires, d'enlèvements, de disparitions, de violences, voire parfois de meurtres. Ces violences visent surtout des (groupes de) personnes qui ont (publiquement) critiqué la LNA, Haftar ou le gouvernement oriental, ou que les groupes armés soupçonnent de relations avec l'opposition.

La sécurité des civils dans la région de Fezzan est principalement assurée par les structures sécuritaires locales, comme les milices claniques et de voisinage. Durant la période couverte par le rapport, aucun combat de grande ampleur n'a eu lieu dans la région. Les violences dans la région de Fezzan sont essentiellement ciblées et prennent la forme d'attaques aériennes, d'attentats (suicide) commis par l'EI, d'attaques de postes de contrôle et de conflits entre organisations armées.

D'autre part, il ressort des informations disponibles que le transport aérien civil, tant intérieur qu'à destination de l'étranger, s'est de nouveau accru durant la période couverte par le rapport. Les vols sont actuellement possibles par les aéroports de Tripoli Mitiga, de Benghazi et de Misrata. Les vols intérieurs ont repris depuis les aéroports de l'est, de l'ouest et du sud (Sabha) de la Libye. D'autre part, aucun nouveau déplacement massif n'a été signalé depuis juin 2020 et, en 2021, les personnes déplacées à l'intérieur du pays ont continué de rentrer dans leur région d'origine (voir DTM Libya, DP and Returnee Report 39 (octobre-novembre 2021), disponible sur [https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM\\_R39\\_IDP\\_Returnee\\_Report.pdf](https://displacement.iom.int/sites/default/files/public/reports/DTM_R39_IDP_Returnee_Report.pdf); et le COI Focus Libié: Burgerslachtoffers 2021-2022 du 29 mars 2022, p. 8). La baisse du nombre de déplacés internes et, parallèlement, la hausse des personnes qui rentrent chez elles indiquent que les conditions de sécurité en Libye se sont améliorées depuis 2020.

Le Commissaire général reconnaît que les conditions de sécurité en Libye présentent un caractère complexe, problématique et grave. Il reconnaît également que, eu égard à la situation individuelle et au contexte dans lequel évolue personnellement le demandeur de protection internationale, elles peuvent donner lieu à l'octroi d'un statut de protection internationale. Si un demandeur originaire de Libye a besoin d'une protection en raison de son profil spécifique, elle lui sera donc accordée. Compte tenu des constatations qui précèdent, et après une analyse détaillée des informations disponibles, il convient cependant de conclure que, si des incidents se produisent avec une certaine régularité en Libye, l'on ne peut évoquer une situation d'« open combats », ou de combats intenses ou ininterrompus. Dans le cadre de la marge d'appréciation dont il dispose, après une analyse approfondie des informations disponibles et compte tenu des constatations qui précèdent, le commissaire général est arrivé à la conclusion que l'on n'observe pas actuellement en Libye de situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle qui caractérise ces affrontements est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire que votre seule présence sur place vous fait courir un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.

Cependant, vous n'avez pas apporté la preuve que vous seriez personnellement exposé, en raison d'éléments propres à votre situation personnelle, à un risque réel découlant de la violence aveugle en Libye. Le Commissariat général ne dispose pas non plus d'éléments indiquant qu'il existe des circonstances vous concernant personnellement qui vous feraient courir un risque accru d'être victime d'une violence aveugle.

Se pose donc la question de savoir si vous pouvez faire valoir des circonstances qui vous sont propres et qui augmentent dans votre chef la gravité de la menace découlant de la violence aveugle en Libye au point qu'il faille croire qu'en cas de retour dans ce pays vous courez un risque réel de subir une menace grave pour votre vie ou votre personne.

### C. Conclusion

Sur base des éléments figurant dans votre dossier, je constate que vous ne pouvez pas être reconnu(e) comme réfugié(e) au sens de l'article 48/3 de la loi sur les étrangers. Vous n'entrez pas non plus en considération pour le statut de protection subsidiaire au sens de l'article 48/4 de la loi sur les étrangers. »

## 3. Les requêtes

3.1 Les requérants invoquent les mêmes faits et développent des moyens similaires à l'appui de leur recours.

3.2 Ils confirment les résumés des faits tels qu'ils sont exposés dans les points A des décisions entreprises.

3.3 Dans un moyen unique, ils invoquent la violation de l'article 1<sup>er</sup>, § A, alinéa 2, de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés (modifié par l'article 1<sup>er</sup>, § 2, de son Protocole additionnel du 31 janvier 1967, ci-après dénommés « la Convention de Genève ») ; la violation des articles 48/3 et 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers (ci-après dénommée la « loi du 15 décembre 1980 ») et la violation du principe général « *de la bonne administration et de l'erreur d'appréciation* ».

3.4 Ils font valoir que le deuxième requérant a détruit leurs passeports par crainte « panique » d'être expulsé vers la Tunisie avec le risque d'être ensuite renvoyé vers la Lybie. Ils contestent ensuite la pertinence des motifs des actes attaqués concernant l'enlèvement du premier requérant et la collaboration du deuxième requérant avec certains éléments de l'armée de Haftar. Ils fournissent à cet égard différentes explications factuelles, invoquant notamment l'état psychologique du premier requérant, la circonstance qu'ils ont chacun leur propre interprétation des faits vécus et le caractère succinct de l'audition devant l'Office des étrangers. Ils fournissent encore des explications sur les circonstances dans lesquelles les miliciens responsables de l'enlèvement du premier requérant ont pu ou non identifier le deuxième requérant comme proche de Haftar. Ils contestent également la réalité de la contradiction relevée entre leurs dépositions concernant l'incendie de leur maison et le contenu du document qu'ils produisent à ce sujet. Ils expliquent encore ne pas avoir été poursuivis par des milices à Yafren parce que ces dernières ignoraient leur présence dans la région. De manière générale, ils reprochent à la partie défenderesse d'exiger de leur part un niveau de preuve et de précision disproportionné au regard du contexte dans lesquels les faits allégués se sont produits.

3.5 Les requérants rappellent ensuite le contenu de l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 et affirment répondre aux conditions pour obtenir le statut de protection subsidiaire, soulignant essentiellement que « *la situation qui prévaut de temps à l'autre [sic] s'apparente à celle d'un conflit armé d'après les événements récents qui ont provoqué les affrontement entre le régime et la population civile* ».

3.6 En conclusion, les requérants prient le Conseil : à titre principal, de leur reconnaître la qualité de réfugié, ou à défaut, le statut de protection subsidiaire, et à titre subsidiaire, d'annuler les actes attaqués.

#### **4. L'examen des éléments nouveaux**

4.1 Lors de l'audience du 22 août 2022, les requérants déposent une note complémentaire accompagnées d'articles de journaux au sujet de la situation prévalant en Lybie, des photos de la destruction de leur maison et d'un certificat médical.

4.2 Le Conseil constate que ces pièces correspondent aux conditions légales. Partant, il les prend en considération.

#### **5. L'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié (article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980)**

5.1 L'article 48/3 de la loi du 15 décembre 1980 en son paragraphe premier est libellé comme suit : « *Le statut de réfugié est accordé à l'étranger qui satisfait aux conditions prévues par l'article 1er de la Convention de Genève du 28 juillet 1951 relative au statut des réfugiés, modifiée par le protocole de New York du 31 janvier 1967* ». Ledit article 1<sup>er</sup> de la Convention de Genève précise que le terme « réfugié » s'applique à toute personne « *qui craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques, se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays* ».

5.2 En contestant la pertinence de la motivation de la décision attaquée, les requérants reprochent essentiellement au Commissaire général d'avoir fait une évaluation incorrecte de la crédibilité de leur récit.

5.3 S'agissant de l'appréciation de la crédibilité du récit du requérant, le Conseil souligne qu'il revient, d'une part, au demandeur d'asile de fournir les informations nécessaires afin de permettre de procéder

à l'examen de sa demande et, d'autre part, à la partie défenderesse, d'examiner et d'évaluer les éléments pertinents de la demande en coopération avec le demandeur d'asile. Pour ce faire, la partie défenderesse doit notamment tenir compte de toutes les informations pertinentes relatives au pays d'origine du demandeur (dans le même sens, *cfr* l'arrêt rendu en assemblée générale, CCE, n° 195 227 du 20 novembre 2017). Enfin, l'obligation de motivation du Commissaire général ne le contraint pas à démontrer l'existence d'éventuelles déclarations mensongères ou contradictoires, mais bien à exposer les raisons pour lesquelles le demandeur ne l'a pas convaincu qu'il craint avec raison d'être persécuté s'il était renvoyé dans son pays d'origine.

5.4 Le Conseil constate en l'espèce que la motivation des décisions attaquées est suffisamment claire et intelligible pour permettre aux requérants de saisir pour quelles raisons leur demande a été rejetée. En constatant que les dépositions des requérants concernant les éléments centraux de leurs récits sont inconsistantes, le Commissaire général expose à suffisance les raisons pour lesquelles ces derniers n'ont pas établi qu'ils craignent d'être persécutés en cas de retour dans leur pays. La partie défenderesse expose également clairement pour quelles raisons elle estime que les documents produits ne permettent pas d'établir la réalité des faits allégués.

5.5 Le Conseil considère que les motifs des actes attaqués sont pertinents et qu'ils se vérifient à la lecture du dossier administratif. Il observe que les déclarations des requérants au sujet des principaux éléments importants de leur récit, en particulier celles concernant la collaboration, réelle ou imputée, du deuxième requérant avec des proches de Haftar ainsi que les circonstances et les mobiles de l'enlèvement du premier requérant, sont effectivement dépourvues de consistance. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil estime également que les documents produits ne peuvent pas se voir une force probante suffisante pour établir la réalité des faits allégués.

5.6 Les moyens développés dans les requêtes ne permettent pas de conduire à une autre conclusion. Les requérants ne contestent pas sérieusement la réalité des lacunes, incohérences et autres anomalies relevées dans leurs déclarations. Leur argumentation se limite essentiellement à tenter d'en limiter la portée en y apportant des explications factuelles qui ne convainquent pas le Conseil, invoquant notamment les traumatismes subis par le premier requérant, le caractère succinct de leur entretien à l'Office des Etrangers et des problèmes de compréhension. S'agissant en particulier des traumatismes subis par le premier requérant, le Conseil n'aperçoit, à la lecture du rapport de son audition, aucune indication que les questions qui lui ont été posées auraient été inadaptées à son profil particulier (dossier administratif du premier requérant, pièce 4.). Le Conseil estime au contraire que la partie défenderesse lui a offert la possibilité de faire valoir tous les arguments qu'il entendait soulever à l'appui de sa demande et dans leurs recours, les requérants ne formulent pas de critique particulière à cet égard et ne précisent pas quelles sont les mesures concrètes que la partie défenderesse aurait négligé de prendre. En outre, lors de son audition, le premier requérant était accompagné par un avocat et à la fin des entretiens des trois requérants, ce dernier n'a formulé aucune observation au sujet du déroulement de leur entretien personnel (dossier administratif de la troisième requérante, pièce 7, p. 7). Le Conseil observe encore que, lors de l'introduction de leur demande, aucun des trois requérants n'a mentionné que leurs craintes étaient notamment liées à l'aide apportée par le deuxième requérant à des proches de Haftar et, à l'instar de la partie défenderesse, il estime qu'en raison de son caractère collectif et déterminant, cette omission ne peut pas s'expliquer par la seule brièveté des auditions réalisées par les services de l'Office des Etrangers. De manière plus générale, le Conseil rappelle que c'est aux requérants qu'il appartient de donner à leur récit, par le biais des informations qu'ils communiquent, une consistance et une cohérence telle que leurs déclarations suffisent à emporter la conviction de la réalité des événements sur lesquels ils fondent leurs demandes. En l'espèce, tel n'est manifestement pas le cas.

5.7 Le Conseil se rallie par ailleurs aux motifs pertinents sur lesquels la partie défenderesse s'appuie pour considérer que les documents produits devant elle n'ont pas une force probante suffisante pour établir que les requérants ont quitté leur pays pour les motifs allégués et il estime que ces motifs ne sont pas utilement critiqués dans le recours. Le Conseil observe en particulier que le médecin qui a rédigé le certificat médical le 9 juin 2022 se borne à rapporter les propos du requérant au sujet de l'origine des séquelles et pathologies qu'il décrit mais qu'il ne fournit en revanche aucune indication relevant de ses compétences professionnelles concernant la compatibilité entre ce qu'il observe et les déclarations du requérant. La partie défenderesse constate également à juste titre que le contenu de l'attestation du 22 mai 2022 concernant la destruction de sa maison à Tripoli est incompatible avec ses affirmations selon lesquelles sa maison aurait été détruite par le bombardement en mai 2019 puis incendiée entre mai 2019 et une date non précisée en 2020 par des membres milices en raison de sa collusion supposée avec l'armée de Haftar. A l'instar de la partie défenderesse, le Conseil constate encore que les requérants, qui

déposent pourtant de nombreux documents traduits en Lybie, ne produisent aucun document de nature à établir que le premier requérant a été hospitalisé après son enlèvement. Enfin, les requérants admettent avoir volontairement détruit leur passeport en Belgique avant d'y introduire leur demande d'asile, privant ainsi les instances d'asile d'indications importantes concernant leur lieu de provenance et leur itinéraire.

5.8 S'agissant des copies de visa jointes au recours, le Conseil constate que la production de ces pièces paraît incompatible avec les déclarations des requérants selon lesquelles ils ont détruits leurs passeports avant d'introduire leur demande d'asile à l'aéroport. Il n'est à cet égard pas convaincu par les explications fournies à l'audience selon lesquelles le deuxième requérant aurait envoyé une photo de ces trois visas à son fils demeurant en Inde.

5.9 Les documents déposés le jour de l'audience ne permettent pas de conduire à une autre analyse. Outre que leur force probante est par nature réduite, les copies de photos de leur maison détruite soit figurent déjà au dossier administratif, soit appellent les mêmes observations que celles qui figurent déjà au dossier administratif. L'attestation médicale du 19 août 2018 attestant les problèmes de santé dont souffre le deuxième requérant (malaise survenu le 10 août 2018, hypertension, cholestérol, obésité et risque lié au tabac), qui constate des pathologies sans se prononcer sur leur origine, ne fournit aucune indication de nature à éclairer les instances d'asile sur le bienfondé de leur crainte.

5.10 Le Conseil observe encore que la présomption instaurée par l'article 48/7 de la loi du 15 décembre 1980 ne trouve pas à s'appliquer en l'espèce dès lors que les requérants n'établissent pas la réalité des persécutions et menaces invoquées.

5.11 Le Conseil estime également que le bénéfice du doute ne peut pas non plus être accordé aux requérants. En effet, le Conseil rappelle que le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés recommande d'accorder le bénéfice du doute à un demandeur si son récit paraît crédible (HCR, *Guide des procédures et critères à appliquer pour déterminer le statut de réfugié au regard de la Convention de 1951 et du Protocole de 1967 relatifs au statut des réfugiés*, Genève, 1979, réédition, 2011, pages 40 et 41, § 196) et précise que le « bénéfice du doute ne doit être donné que lorsque tous les éléments de preuve disponibles ont été réunis et vérifiés et lorsque l'examineur est convaincu de manière générale de la crédibilité du demandeur » (Ibid., § 204). De même l'article 48/6 de la loi du 15 décembre 1980, dont le requérant invoque la violation, stipule que « *Lorsque le demandeur n'étaye pas certains aspects de ses déclarations par des preuves documentaires ou autres, ces aspects ne nécessitent pas confirmation lorsque les conditions cumulatives suivantes sont remplies :*

- a) le demandeur s'est réellement efforcé d'étayer sa demande ;*
- b) tous les éléments pertinents à la disposition du demandeur ont été présentés et une explication satisfaisante a été fournie quant à l'absence d'autres éléments probants ;*
- c) les déclarations du demandeur sont jugées cohérentes et plausibles et elles ne sont pas contredites par les informations générales et particulières connues et pertinentes pour sa demande ;*
- d) [...] ;*
- e) la crédibilité générale du demandeur a pu être établie. »*

Le Conseil estime qu'en l'espèce ces conditions ne sont pas remplies et qu'il n'y a dès lors pas lieu d'octroyer aux requérants le bénéfice du doute.

5.12 Enfin, en ce qui concerne la situation qui prévaut en Lybie, le Conseil rappelle que la simple invocation de rapports faisant état, de manière générale, de violations des droits de l'homme dans un pays, ne suffit pas à établir que tout ressortissant de ce pays encourt un risque d'être soumis à la torture ou à des traitements inhumains ou dégradants. Il incombe au demandeur de démontrer in concreto qu'il a personnellement des raisons de craindre d'être persécuté au regard des informations disponibles sur son pays. En l'espèce, si des sources fiables font état de violations des droits fondamentaux de l'individu dans le pays d'origine des requérants, la Lybie, ceux-ci ne formulent cependant aucun moyen donnant à croire qu'ils ont des raisons de craindre d'être persécutés.

5.13 Il résulte de ce qui précède que les motifs précités constatant le défaut de crédibilité des faits invoqués sont établis. Le Conseil constate que ces motifs sont pertinents et suffisent à fonder la décision entreprise en ce qu'elle refuse le statut de réfugié aux requérants. Il estime par conséquent qu'il n'y a pas lieu d'examiner plus avant les autres griefs de cette décision ni les arguments de la requête s'y rapportant, cet examen ne pouvant, en toute hypothèse, pas induire une autre conclusion.



5.14 En conséquence, les requérants n'établissent pas qu'ils ont quitté leur pays d'origine ou qu'ils en restent éloignés par crainte de persécution au sens de l'article 1er, section A, § 2, de la Convention de Genève.

## **6. L'examen de la demande d'octroi du statut de protection subsidiaire (article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980)**

6.1 L'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980 énonce que : « *le statut de protection subsidiaire est accordé à l'étranger qui ne peut être considéré comme un réfugié et qui ne peut pas bénéficier de l'article 9 ter, et à l'égard duquel il y a de sérieux motifs de croire que, s'il était renvoyé dans son pays d'origine (...), il encourrait un risque réel de subir les atteintes graves visées au paragraphe 2, [...]* ».

Selon le paragraphe 2 de l'article 48/4 de la loi, « *sont considérés comme atteintes graves : a) la peine de mort ou l'exécution ; ou b) la torture ou les traitements ou sanctions inhumains ou dégradants du demandeur dans son pays d'origine ; ou c) les menaces graves contre la vie ou la personne d'un civil en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* ».

6.2 Sous l'angle de l'article 48/4, § 2, a et b, de la loi du 15 décembre 1980, les requérants ne fondent pas leur demande de protection subsidiaire sur des faits ou des motifs différents de ceux qui sont à la base de leur demande de reconnaissance de la qualité de réfugié.

6.3 La décision a constaté, dans le cadre de l'examen de la demande de reconnaissance de la qualité de réfugié, que ces faits ou motifs manquent de crédibilité. La partie défenderesse a légitimement pu en déduire qu'il n'existe pas davantage d'élément susceptible d'établir, sur la base des mêmes événements, qu'il existerait de sérieuses raisons de croire qu'en cas de retour dans leur pays d'origine les requérants encourraient un risque réel de subir des atteintes graves visées par cette disposition, à savoir la peine de mort, l'exécution, la torture ou des traitements ou sanctions inhumains ou dégradants.

6.4 S'agissant de l'article 48/4, § 2, sous l'angle de son point c), le Conseil examine si, en cas de retour en Lybie, dont ils sont originaires, les requérants encourrent un risque réel d'être exposés à des atteintes graves « *en raison d'une violence aveugle en cas de conflit armé interne ou international* » (article 48/4, § 2, c) de la loi du 15 décembre 1980).

6.4.1. En l'espèce, il n'est pas contesté que les requérants sont des civils au sens de l'article 48/4, § 2, c, de la loi du 15 décembre 1980 et que la situation prévalant en Lybie présente actuellement « *un caractère complexe, problématique et grave* ».

6.4.2. Toutefois, dans ses décisions, la partie défenderesse expose « *que l'on n'observe pas actuellement en Libye de situation exceptionnelle où le degré de violence aveugle qui caractérise ces affrontements est tellement élevé qu'il existe de sérieux motifs de croire que [...] leur] seule présence sur place [...] leur] fait courir un risque réel de subir des atteintes graves au sens de l'article 48/4 §2 c) de la loi du 15 décembre 1980.* » Elle estime par ailleurs qu'aucun des requérants ne fait valoir de circonstances personnelles qui leur feraient courir un risque accru d'être victime d'une violence aveugle.

6.4.3. Le Conseil se rallie à cette argumentation qui n'est pas critiquée dans le recours. Il estime encore que l'attestation médicale du 19 août 2018 attestant les problèmes de santé dont souffre le deuxième requérant (malaise survenu le 10 août 2018, hypertension, cholestérol, obésité et risque lié au tabac) ne permet pas de conduire à une décision différente.

6.5 Il n'y a par conséquent pas lieu de faire droit à la demande des parties requérantes de bénéficier de la protection subsidiaire prévue par l'article 48/4 de la loi du 15 décembre 1980.

## **PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La qualité de réfugié n'est pas reconnue aux parties requérantes.

## **Article 2**

Le statut de protection subsidiaire n'est pas accordé aux parties requérantes.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt-cinq août deux mille vingt-deux par :

Mme M. de HEMRICOURT de GRUNNE,	président f.f., juge au contentieux des étrangers,
Mme M. BOURLART,	greffier.

Le greffier,	Le président,
--------------	---------------

M. BOURLART

M. de HEMRICOURT de GRUNNE